



BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

17/02/2020

Investissements sociaux

P8

Moussa Sanogo lance d'importants projets dans le Bafing

Monnaie commune

P2

Les Chefs d'État de la Cedeao satisfaits de la réforme du Franc Cfa

P10

PROMOTION DE LA CULTURE IVOIRIENNE

Cadre juridique, acquis, défis et perspectives

Visite de travail dans la Gbôklè

P3

Le message de paix du Premier ministre aux chefs traditionnels de Fresco

Monnaie commune

Les Chefs d'État de la Cedeao satisfaits de la réforme du Franc Cfa

Le Président Alassane Ouattara a regagné Abidjan samedi, après avoir pris part au 33e Sommet de l'Ua à Addis-Abeba et à l'inauguration de la bibliothèque Félix Houphouët-Boigny des Sciences d'Outre-Mer à Paris.

Le Président Alassane Ouattara a regagné le pays le samedi 15 février, après avoir pris part au 33e Sommet de l'Ua les 8, 9 et 10 février à Addis-Abeba en Éthiopie et à l'inauguration de la bibliothèque Félix Houphouët-Boigny des Sciences d'Outre-Mer à Paris. À son arrivée à l'aéroport international de Port-Bouët, il a abordé la question de la réforme de la monnaie unique dans l'espace Cedeao à l'ordre du jour d'un Sommet extraordinaire des Chefs d'État de la Cedeao, en marge du 33e Sommet de l'Ua. « J'ai informé mes pairs sur la réforme du Franc Cfa qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la monnaie commune de la Cedeao, dénommée l'Eco. Les Chefs d'État ont exprimé leur satisfaction quant aux éclaircissements apportés et aux importantes décisions prises par les Chefs d'État de l'Uemoa », a indiqué le Chef de l'État.

Alassane Ouattara a précisé, en outre, que cette rencontre a porté également sur la situation politique en Guinée-Bissau et la fermeture des frontières entre le Bénin et le Nigeria. Le Président a affirmé qu'il a eu des échanges de haut niveau avec plusieurs personnalités. Entre autres, le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, le président du Conseil européen, Charles Michel.

Dans son intervention, au pavillon présidentiel de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny de Port-Bouët, le Chef de l'État a, par ailleurs, dressé le bilan de sa visite à Paris. Il a fait remarquer que la Côte d'Ivoire a été honorée à la faveur de l'inauguration de la bibliothèque Félix Houphouët-Boigny de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, à Paris. Au cours de cet événement qui s'est déroulé le 14 février, il a rappelé que c'est avec honneur et vive émotion qu'il a présidé cette cérémonie, en mémoire du premier président ivoirien, membre de ladite académie, de 1973 à 1993.

« J'ai salué l'engagement pour la paix du Président Houphouët-Boigny, sa passion de bâtisseur, sa vision d'une Côte d'Ivoire moderne, soutenue par une forte politique d'éducation. Je suis aussi revenu sur son amour pour la Côte d'Ivoire et pour son peuple, ainsi que sur l'un de ses héritages politiques



Alassane Ouattara face à la presse au pavillon présidentiel, à son arrivée. (PHOTOS: BOSSON HONORE)

majeurs: le dialogue dans le règlement des conflits, comme l'atteste le Prix qui porte son nom à l'Unesco», a indiqué le Président de la République, pour rendre hommage au premier chef d'État ivoirien, homme de dialogue et de paix. Alassane Ouattara dit avoir insisté sur les valeurs de l'Houphouëtisme pour que soient pérennisés à jamais les idéaux d'Houphouët-Boigny.

Échanges fructueux

Autre volet de l'intervention du Chef de l'État, les rencontres qu'il a eues avec la directrice générale de l'Unesco Audrey Azouley et la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo. « Nous avons eu des échanges relatifs à la coopération entre la Côte d'Ivoire et ces deux importantes institutions », a-t-il rappelé, en insistant sur leur importance aux yeux de la Côte d'Ivoire, à travers notamment le Prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, logé à l'Unesco.

En ce qui concerne sa participation au 33e Sommet ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, en Éthiopie, le Président Ouattara a expliqué que cette rencontre, au plus haut sommet du continent, a été une opportunité pour l'ensemble des chefs d'État africains de mettre en lumière les mesures idoines qui s'imposent au continent dans le cadre des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, ainsi que celles relatives au développement durable des Nations unies. Il a aussi in-

diqué que ce sommet a été l'occasion de faire le point sur la situation sécuritaire et politique du continent africain.

« L'intégration africaine du continent, avec l'entrée en vigueur de la Zone de Libre-échange Continentale africaine, a été hissée au rang de nos priorités », a indiqué le Chef de l'État. Qui a également rappelé que le Sommet a porté à la tête de l'Ua son homologue de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, en qualité de « nouveau Président de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Ua », en remplacement de l'Égyptien, Abdel Fattah El Sisi. « Nous avons aussi souligné la nécessité d'une constante



Le couple présidentiel accueilli à sa descente d'avion.

mobilisation de toutes les énergies, pour relever les défis de notre continent, notamment la lutte contre le terrorisme, la création d'emplois pour les jeunes, l'autonomisation de la femme et le règlement des conflits », a ajouté le Chef de l'État ivoirien.

Forum de haut niveau

À ce sommet, le Chef de l'État a affirmé avoir participé au Forum de haut niveau portant sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine. « En ma qualité de champion du suivi de la mise en œuvre de cet Agenda et de son premier Plan décennal qui porte sur la période 2014-2023, j'ai présenté mon

2è Rapport qui a souligné les progrès et les résultats enregistrés et les défis à relever dans les domaines prioritaires. Nous avons fait des propositions et des recommandations pour accélérer la dynamique endenchée, afin de parvenir à la réalisation des sept grandes aspirations et des vingt objectifs stratégiques de l'Afrique », a-t-il fait savoir.

Alassane Ouattara dit avoir recommandé l'accélération des différentes économies des pays africains. Pour, in fine, réduire la pauvreté et le chômage sur le continent. « Nous avons insisté sur la nécessité d'aller plus vite dans la mise en œuvre du premier

plan décennal de l'Agenda 2063 de l'Ua. J'ai également préconisé le développement des infrastructures économiques et sociales, comme nous l'avons fait en Côte d'Ivoire, ainsi que la fin des conflits qui minent les progrès et l'intégration de notre continent », a-t-il souligné.

En marge du Sommet de l'Ua, le Chef de l'État ivoirien assure avoir pris part également au dîner de haut niveau des Leaders africains pour la nutrition, organisé par la Banque africaine de développement. « Au cours de mon intervention à ce dîner, j'ai mis en exergue les efforts de mon pays, en matière de lutte contre la malnutrition, à travers notamment la création d'un Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance, placé sous la supervision du vice-Président de la République, et aussi l'ouverture en mars 2019 du Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition dénommé Cerfam », a-t-il déclaré. Le Président Ouattara a précisé avoir demandé le soutien de l'Ua, pour en faire un centre continental dédié à l'Afrique.

En compagnie de la Première dame, Dominique Ouattara, le Chef de l'État a été accueilli à l'aéroport par le vice-Président Daniel Kablan Duncan, le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, le président de l'Assemblée nationale Amadou Soumahoro, des membres du gouvernement, la haute hiérarchie militaire, etc. À sa descente d'avion, il a eu droit aux honneurs militaires ■

MARCEL APPENA



Alassane Ouattara reçu par le vice-Président Kablan Duncan (à gauche).

Visite dans le Gbôklè

Gon Coulibaly annonce le redécollage de la région

Le Premier ministre a achevé sa tournée dans le Gbôklè en partageant sa foi que la région retrouvera son lustre d'antan.

Lors d'un meeting devant une foule nombreuse massée à l'ancienne place du marché de Sassandra, Amadou Gon Coulibaly a promis, samedi dernier, que tout sera mis en œuvre pour redonner son lustre d'antan à cette région qui abritait naguère le deuxième port du pays.

« Sassandra et le Gbôklè n'ont pas été abandonnés à leur sort et ne le seront jamais par le Président de la République (...) Le Président de la République est bien au fait des préoccupations essentielles de la région du Gbôklè. Une région encore enclavée qui a besoin d'investissements significatifs pour valoriser ses riches potentialités économiques, culturelles et touristiques », a-t-il assuré. La haute conscience des enjeux de développement, pour la région, comme pour le pays, justifie les projets structurants entrepris depuis 2011.

Et la cadence est plutôt bonne. « Au nom du Président de la République, je puis vous confirmer que la côte sera entièrement reprise. Ainsi, le démarrage des travaux Abidjan-Songon (sortie ouest) est prévu pour le mois de mars 2020 », a annoncé le Premier ministre. En 2020, doit débuter aussi la réalisation de la section Songon-Dabou-Gand Lahou.



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a communiqué avec une foule nombreuse à Sassandra. (PHOTOS : PORO DAGNOGO)

Mieux qu'une côte refaite, c'est une autoroute Abidjan-San-Pedro qui est envisagée, à l'instar des autoroutes du nord et de l'Est. L'autoroute du Sud-Ouest, à travers l'axe Abidjan-San-Pedro, sera longue de 338 Km.

« Nous vous demandons un peu de patience parce que tout est dans le pipe, tout est quasiment lancé. Et la côte sera refaite, transformée totalement », a promis le chef du gouvernement.

Mais pour maintenir, voire amplifier l'autoroute du développement, il importe que chacun prenne le chemin de la paix et de la cohésion. « Pour paraphraser le Président de la République, la Côte d'Ivoire a atteint sa vitesse de croisière. Dans un tel contexte, un retour en arrière n'est plus possible, encore moins envisageable. Il nous faut donc poursuivre nos efforts de consolidation de nos acquis, par le travail, dans

un esprit de cohésion et de fraternité », a souligné Amadou Gon Coulibaly, rappelant les bonnes performances déjà réalisées. En huit ans, la pauvreté a chuté de 51% à environ 35%. Cette année, le Pib de la Côte d'Ivoire sera le deuxième de la sous-région, après le cap vert. Dans le même espace ouest-africain, les Ivoiriens sont bien partis pour être la deuxième économie après le Nigeria en 2021.

« Dans un contexte national dominé par les enjeux de la prochaine élection présidentielle de 2020, nous ne devons jamais perdre de vue que nous sommes tous solidaires du destin commun de notre patrie à tous, la Côte d'Ivoire (...) L'amour de notre pays nous impose des engagements clairs en faveur de la paix qui assure la protection de tous », a donc insisté le Premier ministre. Rappelant la désolation née des années de crise (qu'aucun Ivoirien ne veut revivre) et la menace ambiante de terroristes actuellement à l'affût de la moindre occasion de crise pour s'enkyster, il a

invité les autorités traditionnelles et les communautés à veiller à ce que les problèmes fonciers ne soient pas manipulés à des fins de politique politicienne. Surtout pas en cette année électorale. Amadou Gon Coulibaly qu'accompagnait une dizaine de membres du gouvernement achevait samedi, dans la région, une visite débutée le 13 février dernier. Il a regagné Abidjan avec la bonne impression d'avoir été entendu. ■

BENOIT HILI

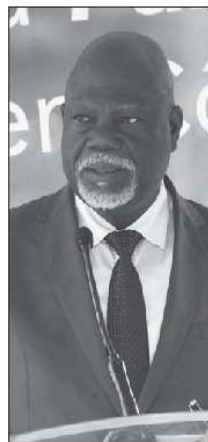
Philippe Légré et Sangaré Zié applaudissent le gouvernement

À yoka, Sassandra i dja ! Alors qu'il dôturait samedi son séjour de 72 heures dans le Gbôklè par un meeting à Sassandra, le Premier ministre Gon Coulibaly a eu droit à des motions spéciales de gratitude. Le maire de Sassandra, Sangaré Zié Léonard, a indiqué que la visite du chef du gouvernement a « apporté beaucoup ». Notamment, la livraison du débarcadère et d'un marché central, l'extension du réseau routier et électrique, l'ouverture de vannes, sans oublier la reprise annoncée de la Côte.

« Nous vous assurons du soutien total et indéfectible de notre population. Ce que vous voyez-là, c'est petit,

vous verrez plus que cela », a assuré le premier magistrat de la commune qui faisait allusion à la foule nombreuse massée au lieu du meeting, à l'ancienne place du marché central, espace rebaptisé Amadou Gon Coulibaly. Le président du Conseil régional du Gbôklè, Philippe Légré, lui, aurait bien voulu trouver mots plus forts que le verbe soutenir pour traduire l'adhésion des populations aux actions de développement du gouvernement.

« La Côte d'Ivoire, aujourd'hui, donne l'impression d'être une matière première passée dans une machine de transformation, pour devenir un excellent produit fini (...) Des hommes se



Philippe Légré, président du Conseil régional du Gbôklè.



Sangaré Zié Léonard, maire de Sassandra.

promèment, dit-on, dans les villages, chez les chefs de village et de communauté, pour dire que c'est leur droit et non des faveurs (d'avoir le développement). Ces droits n'existaient-ils pas sous les régimes passés ? Des oiseaux de mauvais augure, comme des chauves-souris, qui, n'aimant pas la lumière, prospèrent dans l'obscurité en distillant des mensonges et le venin de haine », s'est-il indigné.

À ses yeux, les filets sociaux, les fonds d'appui aux femmes et les aides à l'emploi des jeunes, pour ne citer que ces actions sociales, contredisent d'ailleurs « la mauvaise foi » de ceux qui pensent que la croissance économique de

7.5% ne se sent pas au niveau des ménages.

Mais quand on revient de loin, on attend beaucoup de l'autorité. C'est pourquoi, le président du conseil régional du Gbôklè espère voir construire un deuxième commissariat de police, une brigade de gendarmerie et un Chr à Sassandra. Dans la région, il souhaite la construction des locaux de deux préfectures, la dotation du corps préfectoral en bureaux et en matériel roulant, l'érection de trois sous-préfectures et des inspections d'enseignement primaire. Et pour ce faire, sa région est prête à voter pour la continuité. ■

B. HILI

Le député Frégbo Basile : « C'est d'ici qu'est parti l'appel à la candidature unique »

Intervenant samedi au meeting de clôture de la visite du Premier ministre dans le Gbôklè, le député Frégbo Basile a indiqué que les premiers soutiens à la candidature unique du Président Alassane Ouattara sont venus de Sassandra. « C'est d'ici qu'est parti le G25, en décembre 2013, pour la candidature unique du président Alassane Ouattara. Cet appel a été lancé de Sassandra par votre aimable serviteur, Frégbo Basile. Les gens ont transformé cela en d'autres



appels », a regretté le député, vice-président à l'Assemblée nationale. Le parlementaire a révélé que sa ville de Sassandra a été également le point de départ de d'autres mouvements de soutien au Chef de l'État. Notamment le Mouvement national de soutien à la candidature unique (Monascau). Un groupement inspiré par le secrétaire d'État auprès du ministre des Transports chargé des Affaires maritimes, Philippe Légré, par ailleurs président du Conseil régional du

Gbôklè. Comme Philippe Légré et le maire de Sassandra Sangaré Zié Léonard, le député Frégbo Basile a exprimé son soutien « sans faille » à la vision du Chef de l'État. D'abord parce que c'est sous sa présidence que Sassandra est redevenu chef-lieu de région. Et la région a été rebaptisée Gbôklè, du nom authentique de Sassandra. Ensuite parce que toutes les promesses ne font pas florès. Or, celles du président Ouattara ont été te-

nues. Tant en ce qui concerne la création du Gbôklè que pour le débarcadère, la Côte et les autres infrastructures de développement. « L'enfant le plus aimé de la famille est celui qui apporte le bonheur. Aujourd'hui, Sassandra est en train de se rendre compte qu'il avait tort au départ (...) Sassandra a décidé d'adhérer à la vision claire et nette et sans ambages du président Alassane Ouattara », a tranché le parlementaire. ■

BENOIT HILI

Les populations du Gbôklè comblées

Les populations de Sassandra et des sous-préfectures du département ont pris d'assaut, par milliers, ce samedi 15 février, la place "Amadou Gon Coulibaly" pour écouter le message du chef du gouvernement. Pour ces femmes, jeunes, adultes et vieillards, venus manifester leur soutien à la politique de développement du Président Alassane Ouattara, le déplacement en valait la peine au regard, non seulement du message rassurant et porteur de paix délivré par Amadou Gon Coulibaly, mais aussi pour les nombreux équipements dont il a fait don à ses hôtes.

Le chef du gouvernement est venu, avec dans ses bagages, pour les femmes du Gbôklè, 9 tricycles, 10 broyeuses polyvalentes de manioc et de maïs, 4 grandes décortiqueuses de riz, 20 motopompes, 200 pulvérisateurs, 200 arrosoirs, 200 paires de bottes, 50 brouettes, 10 glacières, 5 congélateurs et une balle de paille pour la Journée internationale de la femme. À ce don matériel, la secrétaire d'État en charge de l'Autonomisation des femmes, Myss Belmonde Dogo, qui s'exprimait au nom d'Amadou Gon Coulibaly, a fait savoir qu'une enveloppe de 4 000 000 de FCfa est offerte en supplément pour

le financement de projets portés par des femmes de la région. Toujours dans le cadre du financement de projets, des chèques ont été remis symboliquement à des jeunes du département de Sassandra bénéficiaires de l'opération "Agir pour les jeunes 2" pilotée par l'Agence emploi jeunes (Aej) pour le compte du ministère de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes. 150 jeunes du Gbôklè sont éligibles à ces prêts allant de 100 000 à 1 000 000 de FCfa, pour un montant global de 66 millions de FCfa. ■



GABO

Les heureux récipiendaires du matériel ont manifesté leur attachement au Chef du gouvernement. (PHOTOS : PORO DAGNAGO)



Plusieurs matériels pour renforcer l'autonomie des jeunes et des femmes ont été remis à l'occasion de la visite du Premier ministre.

Sassandra : Les élus et cadres en phase avec le gouvernement



Le chef du gouvernement a reçu le soutien des cadres et élus de Sassandra

Le Premier ministre a mis un point d'honneur à entendre toutes les couches socioprofessionnelles lors de sa visite dans la Gbôklé. Après les échanges qu'il a eus avec les jeunes et les femmes de Sassandra la veille (vendredi), Amadou Gon Coulibaly s'est entretenu samedi dernier avec les élus et les cadres de cette ville. Les en-

tretiens se sont déroulés à la résidence du président du Conseil régional du Gbôklé, le Secrétaire d'Etat Philippe Légré. Ces élus et cadres, par la voix de Mme Marcelle Goly, ont salué « l'intérêt » accordé à leur région par le gouvernement. Ils ont dit leur « disponibilité » à accompagner l'équipe gouvernementale dont les actions de dévelop-

pement en cours sont déjà pour eux des « motifs de fierté ». La visite du chef du Gouvernement, faut-il le rappeler, a été sanctionnée par la livraison d'un débarcadère et d'un marché central, la mise sous tension de villages, des actes d'extension du réseau électrique et hydraulique. Le Premier ministre a, lui, indiqué qu'il ressort des différents discours des cadres,

que Sassandra a eu un passé glorieux. Et que ce passé glorieux a connu un frein des années durant. « Le président a décidé de redonner à Sassandra son lustre d'antan. C'est le sens de tous les investissements dans cette région », a-t-il assuré.

BENOIT HILI



Le Premier ministre communique avec les jeunes et les femmes

Entre inaugurations d'ouvrages et visites aux personnalités politiques locales, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a consacré du temps, hier, aux femmes et aux jeunes de Sassandra. L'échange a eu lieu dans la soirée, à la résidence du député Frégbo Basile. Le parlementaire avait à ses côtés le président du Conseil régional du Gbôklé, le secrétaire d'Etat chargé des Affaires maritimes, Philippe Légré.

Les jeunes, par la voix de Mea Julien et les femmes par celle de Anne Roseline Beugré, ont indiqué que leur région est en train de renouer avec le développement sous la houlette du Président Alassane Ouattara. Ils ont dit leur soutien aux actions du gouvernement, tout en exprimant diverses doléances. Les jeunes ont déploré la situation de chômage que vivent certains d'entre eux et souhaité la construction, à Sassandra, d'une unité industrielle pourvoyeuse d'emplois et de lycées professionnels pour l'hôtellerie, la pêche et l'aquaculture, dans cette région touristique bercée par l'eau. Anne Roseline Beugré au nom de ses sœurs, a requis des fours améliorés pour le poisson, des moulins, des congélateurs, des tricycles et des fonds d'appui à l'autonomisation de la femme.

« On peut faire beaucoup dans la Gbôklé. Le dé-

senclavement de cette région fait partie des priorités du Président de la République », a assuré le Premier ministre qui a pris « bonne note » des doléances. Notamment, en ce qui concerne les centres de formation technique et professionnelle. « Nous avons compris, a-t-il dit, que c'est par la formation professionnelle que nous allons régler à long terme la question de l'emploi des jeunes (...) La question de l'autonomisation des femmes est également une priorité pour le gouvernement ». En dédiant des portefeuilles ministériels spécifiquement à la femme et à la jeunesse, le gouvernement témoigne éloquentement, aux yeux d'Amadou Gon Coulibaly, sa volonté et son ambition de prendre à bras le corps les préoccupations de ces deux catégories sociales, franges majoritaires, voire dominantes de la démographie ivoirienne.

Les jeunes ont été invités à fréquenter les guichets emplois-jeunes. Aujourd'hui, certains devraient d'ailleurs recevoir leurs chèques à Sassandra. Le chef du gouvernement, à quelques mois de la présidentielle, a exhorté les uns et les autres à l'apaisement et à continuer avec l'équipe qui gagne. Gon Coulibaly achève aujourd'hui, à Sassandra, une visite de travail entamée jeudi dans la région du Gbôklé.

B. HILI

5 kilomètres de bitume supplémentaires pour Sassandra

La ville de Sassandra va encore bénéficier de 5 autres kilomètres de bitume dans le courant de cette année 2020 après avoir été dotée récemment de 5 kilomètres de goudron.

Le premier coup de pelle des travaux a été donné, vendredi, au carrefour du lycée moderne, par le premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, en présence des autorités administratives, des élus et des chefs traditionnels de la région du Gbôklé. Au nombre desquels, le maire Léonard Sangaré Zié, le président du Conseil régional, Philippe Légré, le député Basile Frégbo et la secrétaire générale du gouvernement, Eliane Atté Bimangbo.

Le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier, Amedé Kouakou, a expliqué que Sassandra a déjà bénéficié de 5 kilomètres de voirie. Mais en sa qualité de capitale régionale, la ville a droit à 10 kilomètres. C'est ce qui explique la rallonge des 5 autres kilomètres. « Le coût du projet avoisine les trois milliards de F cfa », a-t-il fait savoir. Le tracé des voies à bitumer part,



Le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier, Amedé Kouakou explique au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, le plan de couverture de la capitale du Gbôklé (PH: DR)

pour le lot 1, de la caserne des sapeurs-pompiers civils à la mairie, sur une distance de 1400 mètres. La voie 2 part du lycée moderne au collège Légré. Elle est longue d'environ 1500 mètres. Le dernier tronçon relie le secteur de Calman au nouveau marché central. Il est long de plus de

trois kilomètres. Étaient également présents à cette cérémonie de lancement des travaux de bitumage de la voirie de Sassandra, les ministres Amadou Koné, des Transports, Eugène Aka Aouélé de la Santé et de l'Hygiène publique, Moussa Dosso, des Ressources

animales et halieutiques, Félix Anobé, de la Promotion des Pme, et les secrétaires d'Etat Myss Belmonde Dogo, en charge de l'Autonomisation des Femmes, et Aimée Zebeyoux, des Droits de l'Homme.

GERMAIN GABO

Une extension de 1550 poteaux électriques pour la ville de Sassandra

De 650 poteaux à ce jour, le réseau électrique de la ville de Sassandra compte, au plus tard fin juin 2020, environ 2200 poteaux électriques. Soit une augmentation de 1550 nouveaux poteaux. Les travaux de cet ambitieux projet d'extension du réseau électrique dans le département de Sassandra ont été lancés, vendredi, au quartier de la Palme-rale, à la sortie ouest de la commune, par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, dans le cadre de sa visite de travail dans le Gbôklé.

Le ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables, Abdou-rahmane Cissé, a expliqué que le département de Sassandra va bénéficier de sept extensions de son réseau électrique. Qui permettront à 16 750 habitants d'avoir accès à l'électricité. « Ce sont environ 74 kilomètres de lignes moyenne et basse tension qui vont être tirées », a-t-il



Le Premier ministre a lancé les travaux de l'extension du réseau électrique à Sassandra. (PHOTO : PORO DAGNOGO)

annoncé. Le Premier ministre s'est, à son tour, félicité des multi-

ples lancements de travaux et inaugurations de projets qu'il a effectués dans le

Gbôklé durant son séjour de 72 heures dans la région. « Les travaux d'exten-

sion du réseau électrique à Sassandra vont connecter 2300 ménages à l'électricité.

té. Ils seront réalisés dans un délai de quatre mois », a indiqué Amadou Gon Coulibaly. Il a ajouté que le gouvernement démontre par des actes quotidiens sa volonté de transformer positivement les conditions de vie des Ivoiriens. « Des actions sont posées tous les jours dans tous les secteurs pour qu'il en soit ainsi, et conformément aux orientations du Président de la République, Alassane Ouattara », a-t-il poursuivi. Le chef du gouvernement a également profité de l'occasion pour renouveler ses félicitations au ministre en charge de l'Energie, à Ci-Energies, cheville ouvrière des projets d'électrification en Côte d'Ivoire, et à la Compagnie ivoirienne d'électricité (Cie). Il les a exhortés à redoubler d'efforts pour que tous les objectifs fixés en matière d'électrification de la Côte d'Ivoire soient atteints. ■

GERMAIN GABO

ENVOYÉ SPÉCIAL À SASSANDRA



UMOA-Titres
Bâtir un Marché Intégré des Titres Publics



AVIS D'APPEL D'OFFRES ÉMISSION PAR ADJUDICATION DU 18/02/2020 EMISSION SIMULTANÉE

L'AGENCE UMOA-Titres ET LE TRÉSOR DE GUINÉE-BISSAU portent à la connaissance du public qu'ils organisent un appel d'offres pour la cession de bons du Trésor dont les termes sont les suivants:

CARACTÉRISTIQUES DE L'OFFRE

ÉMETTEUR	: ÉTAT DE GUINÉE-BISSAU	
MONTANT MIS EN ADJUDICATION	: 10 000 millions de FCFA	
DATE DE VALEUR	: 19 février 2020	
Adjudication	BAT 91 jours	BAT 364 jours
Valeur nominale unitaire (en FCFA)	1 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA
Taux	Multiples	Multiples
Échéances	19 mai 2020	16 février 2021

25% DU MONTANT MIS EN ADJUDICATION SONT OFFERTS SOUS FORME D'OFFRES NON COMPÉTITIVES (ONC) AUX SPÉCIALISTES EN VALEURS DU TRÉSOR (SVT) HABILITÉS DE L'ÉMETTEUR RÉGI PAR LE RÈGLEMENT N°06/2013/CM/UMOA SUR LES BONS ET OBLIGATIONS DU TRÉSOR ÉMIS PAR VOIE D'ADJUDICATION AVEC LE CONCOURS DE L'AGENCE UMOA-TITRES.

---- DÉPÔT DES SOUMISSIONS ----

Date : mardi 18 février 2020 à 10h30mn TU (Heure limite)

Les offres seront reçues à travers l'application
SAGETIL-UMOA

BAT 91 jours : Le remboursement du capital interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Le paiement des intérêts se fera annuellement à un taux d'intérêt de Multiples l'an dès la première année.

BAT 364 jours : Le remboursement du capital interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Le paiement des intérêts se fera annuellement à un taux d'intérêt de Multiples l'an dès la première année.

Le Directeur de l'Agence UMOA-Titres
M. Adrien DIOUF

Dakar, le 11 février 2020
Le Directeur Général du trésor de la Comptabilité de la
République de Guinée-Bissau
M. Mamadu BALDE

Cette émission est organisée avec le concours de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Pour plus d'informations, merci de contacter l'Agence UMOA-Titres :
email : adjudications@umoaTitres.org/ Tel : +221 33 839 10 10 / Fax : +221 33 839 45 57

Tournée de sensibilisation d'Ahoussou-Kouadio

Le Cavally s'engage pour la paix

La tournée du président du Sénat Jeannot Ahoussou-Kouadio, dans la région du Cavally du 12 au 14 février 2020, a pris fin ce vendredi à Guiglo, dans la cour du conseil régional où elle avait débuté.

Jeannot Ahoussou-Kouadio, pendant 72 heures, est allé à la rencontre des populations du Cavally. Il les a écoutées et a pu toucher du doigt leurs réalités. La série de rencontres qu'il a eues avec ses "parents" vivant dans cette partie de la Côte d'Ivoire s'est achevée dans les locaux du conseil régional à Guiglo. Heureuse de cette initiative du président du Sénat, le ministre de la Santé et de l'Assainissement, Anne-Désirée Ouloto, a indiqué qu'il s'agissait d'une visite de proximité pour parler de paix et de cohésion sociale. L'ob-



Le président du Sénat, Jeannot Ahoussou-Kouadio, la présidente du conseil régional du Cavally, Anne-Désirée Ouloto, et les chefs coutumiers ont réaffirmé leur engagement pour la cohésion et la stabilité de la Côte d'Ivoire. (PHOTO : DR)

jectif recherché, selon elle, était d'aider à consolider la paix.

Durant son séjour, le président du Sénat a ainsi eu des audiences avec les chefs traditionnels wê, malinké et akan. Il a ensuite rencontré, dans la cour du conseil régional, l'ensemble des forces vives de la région, les différentes communautés qui y cohabitent. Tous ont réitéré leur engagement pour la paix.

Persuadée que sans la paix, il ne peut avoir de développement, la présidente du conseil régional du Cavally, Anne-Désirée Ouloto, a invité ses "parents" à faire bloc autour du Chef de l'Etat afin qu'il continue et parachève ses grandes œuvres en Côte d'Ivoire.

« Nous avons convenu qu'il n'y a pas meilleure chose que la paix sans laquelle nous ne pourrions avoir le développement. Nous avons compris qu'avec l'avènement du Président Ouattara au pouvoir, un vent nouveau soufflait sur le pays. Un vent qui transporte avec lui, à travers le pays, des infrastructures : ponts, autoroutes, universités, écoles, collèges de proximité, centres hospitaliers universitaires (Chu), centres de santé... », a-t-elle expliqué.

Jeannot Ahoussou a salué l'esprit de coopération entre les différentes communautés et s'est réjoui de trouver « une région où tout est calme, où tout est paisible », alors

qu'il est arrivé des moments où ce n'était pas évident. « Merci de l'esprit de coopération entre nos parents wê et les populations akan qui, pour certaines, vivent ensemble depuis plus de 50 ans », a-t-il déclaré à l'endroit des communautés qui cohabitent dans la région.

Le premier responsable de la Chambre haute du Parlement a, dans cette perspective, engagé les chefs traditionnels akan à se joindre à leurs parents wê pour parcourir tous les villages et campements des quatre départements du Cavally en vue de sensibiliser à la paix, à la cohésion sociale, condition préalable du développement.

Il a, en outre, appelé ces hommes, femmes et jeunes, à se mobiliser derrière le Président Ouattara pour construire la Côte d'Ivoire. Il a promis de faire remonter leurs doléances aux autorités. Notamment celle relative au pont sur le fleuve N'Zô, l'une des préoccupations des populations de la région du Cavally.

Ahoussou-Kouadio n'a pas manqué de s'adresser aux ex-combattants. Il les a encouragés à promouvoir la paix et la non-violence. Toujours dans le cadre de cette tournée en faveur de la paix, le président du Sénat a promis de revenir dans la région pour une visite dans les départements de Toulepleu et Taï.

SAINT TRA BI

Rhdp

La coordination de l'Iffou à pied d'œuvre



Parrain de leur rentrée politique, Kramo Kouassi (3^{ème} à partir de la gauche) a galvanisé la coordination régionale de l'Iffou. (PHOTO : DR)

La coordination régionale du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) de l'Iffou, conduite par Ekra Kouakou Antoine, est à pied d'œuvre pour faire basculer cette région dans la famille des Houphouëtistes. Ainsi, le 15 février, elle a organisé sa rentrée politique à Mbahiakro, combinée à un séminaire de formation sur la maîtrise des opérations électorales. A cette occasion, le parrain Kramo Kouassi, représentant le directeur exécutif de ce parti, a exhorté les militants à aller dans les hameaux, à entrer dans les maisons pour parler à leurs parents afin qu'ils adhèrent à la cause du Rhdp. Kramo Kouassi a d'abord expliqué le bien-fondé de la naissance du Rhdp. Puis, en français et en baoulé, il a fait comprendre à tous la nécessité de militer au Rhdp. En se basant sur les tra-

vaux d'hercules du Président de la République, Alassane Ouattara, il a convaincu les militants à se battre pour que leur groupement politique gagne l'élection présidentielle à venir. Pour le parrain, la victoire du Rhdp ne fait aucun doute, néanmoins, il a demandé aux militants de l'Iffou de jouer leur partition en votant massivement pour ce parti. Il s'est félicité du travail accompli par la coordination régionale qui, pour lui, est sur le droit chemin. Il a souhaité que les membres de cette coordination poursuivent sur leur lancée, le travail entamé. Pour terminer, Kramo Kouassi a rappelé les idéaux de paix, de développement, du vivre-ensemble prônés au sein du Rhdp et qui garantissent son succès. Ekra Kouakou Antoine, coordinateur régional de l'Iffou a, dans son intervention, déclaré qu'il est temps de ne plus s'asseoir. Et que ses colla-

borateurs et lui vont investir tous les hameaux de la région, pour vendre le Rhdp et réussir à enrôler tous ceux qui sont encore réticents à rejoindre leur famille politique. Il a dit sa détermination à arracher au Pdc-Rda de la région ses militants, pour les faire adhérer au Rhdp. Ekra Antoine s'est dit convaincu que le Rhdp fera un très bon score dans la région, au vu des réalisations effectuées par le Chef de l'Etat qui donnent confiance aux populations. El Hadj Lamine Konaté, coordinateur régional associé, a également galvanisé les militants en brandissant les actions posées par le Président Alassane Ouattara, qui font la fierté de la Côte d'Ivoire. Selon lui, le Rhdp est un parti de développement, d'où la nécessité de le suivre, si l'on veut améliorer ses conditions de vie. Car, pour Lamine Konaté, c'est seulement le Rhdp qui

peut apporter le bonheur aux Ivoiriens. Touré Moussouaré, président du comité d'organisation, tout en souhaitant la bienvenue à tous, a remercié les militants pour leur mobilisation de ce jour. Tous les militants venus des quatre coins de la région ont tenu à démontrer que l'Iffou n'est pas la propriété du Pdc-Rda. Ils sont prêts à le prouver. Le coordinateur départemental de Pikro, Deby Yao Benjamin est le premier à le signifier : « Nous allons prouver que le Rhdp est la première force politique de la région. Le Pdc-Rda n'a plus de poids. Aujourd'hui, tous nos parents ont compris que le président Ouattara est le seul qui leur a apporté le développement. Et ils comptent le suivre ». Adje Kouadio Frédéric, coordinateur départemental de Ouellé, lui emboîte le pas : « Dans les élections locales, le Pdc-Rda a été mis en difficulté. C'est dire que ce parti n'a plus cette force d'hier dans la région. Et puis, le Président Ouattara a largement contribué au développement de la région. Aujourd'hui, je suis fier de dire que chez moi à Ouellé, pratiquement tous les villages sont électrifiés. Cela, grâce au Président Ouattara, et les parents expriment chaque jour leur reconnaissance à ce grand bâtisseur. C'est dire qu'ils ont compris que suivre aveuglément le Pdc-Rda ne leur apportera pas le bonheur, bien au contraire c'est au Rhdp qu'ils l'auront ».

EDGAR YÉBOUÉ

La Case des mots
Par BENOIT HILI

Les guerres du millénaire ! (2)

Le caractère déficitaire en matière d'experts est notre plus dail revers. Un transfert de lumières et de savoir-faire vers nos chères terres millénaires est nécessaire, si l'on veut briser le plafond de verre, en finir avec les chimères et ne pas finir en cimetière. Ces transferts nécessaires aboliront les barrières, de manière à faire du continent, un partenaire à part entière dans le concert planétaire souvent inégalitaire. Nos fiers dignitaires africains, s'ils sont volontaires, téméraires, visionnaires, pourront nous soustraire de l'omière et nous faire faire un bon salutaire, voire révolutionnaire. Le calvaire des embarcadères qui échouent dans le désert, sur les mers et sur les barrières des frontières étrangères est sans commentaire. Il est nécessaire d'inverser l'itinéraire par une volonté claire et solidaire d'en finir avec cet enfer aux airs d'un nouveau commerce triangulaire. Mère de cet enfer, la misère doit être la cible prioritaire de la guerre.

Investissements sociaux

Moussa Sanogo lance d'importants projets dans le Bafing

Le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille a procédé le 15 février à l'inauguration de l'hôpital général de Ouaninou, puis au lancement officiel des travaux de réhabilitation, de construction et d'équipements des centres de santé de Kamasséla, Guintéguela, Koro et Gbétéma.



Le ministre Moussa Sanogo, remettant la clé de l'ambulance au préfet de région pour le compte des bénéficiaires finaux. (PHOTO : D.R)

La santé est le premier bien de l'homme sur terre (...). Quel que soit la volonté du gouvernement, il lui est difficile de toucher tous les endroits en même temps », estime Moussa Sanogo, ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du portefeuille de l'État. Aussi, a-t-il pris l'initiative d'apporter sa pierre à l'édification du bien-être des populations de la région dont il est originaire. Après avoir apporté sa contribution pour réduire les besoins dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau potable et de l'éducation, dans le Bafing, le ministre Moussa Sanogo s'est attaqué, le samedi 15 février,

au secteur de la santé. Son engagement dans les projets d'investissement pour l'amélioration des conditions de vie de ses parents s'est traduit par l'inauguration de l'hôpital général de Ouaninou et le lancement officiel des travaux de réhabilitation, de construction et d'équipement des centres de santé de Kamasséla, Guintéguela, Koro et Gbétéma, le 15 février. Les initiatives de Moussa Sanogo, dans le secteur de la santé, dans la région, portent notamment sur la construction, à Ouaninou, d'un laboratoire et d'un hangar de vaccination, la réhabilitation et l'extension du Centre de santé urbain (Csu) en particulier la ma-

ternité, le dispensaire, le bâtiment de mise en observation, le bâtiment de suite de couches et la pharmacie. À Ganhoué, ses actions ciblent la réhabilitation et la construction de la maternité, le logement de l'infirmier ; le préau de vaccination de deux latrines extérieures, et de deux cabines. À cela, il faut ajouter, les travaux de réhabilitation du dispensaire, de la maternité, des logements, de la clôture, du hangar de vaccination, des toilettes extérieures à Féréntella. La commune de Touba a quant à elle bénéficié de l'acquisition de matériels biomédicaux et des équipements de laboratoire. D'autres chantiers vont suivre. Il s'agit

entre autres de la réhabilitation et de l'équipement du centre de santé à Koro ; l'acquisition d'équipements Orl pour le bloc opératoire et de radiologie pour le Chr de Touba. Le ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique Eugène Aka Aouélé a appuyé l'initiative de son collègue du budget et du portefeuille de l'État en offrant deux ambulances à l'hôpital général de Ouaninou et de Ganhoué dont

les clés ont été remises le 15 février.

Moussa Sanogo s'est réjoui de l'implication de nombreux cadres du Bafing issus du Portefeuille de l'État, de l'Agriculture, du Bnetd et du secteur financier qui travaillent d'arrache-pied dans l'ombre pour faire aboutir ces projets. « Faisons-en sorte que chacun d'entre nous aient sa marque dans le Bafing. Concurrençons en bonnes œuvres. Que ce soit

pour l'un une école, pour l'autre un barrage... faisons en sorte que cette région qui a du potentiel énorme puisse se transformer assez rapidement », a-t-il indiqué. Avant sa visite à Ouaninou, le ministre Moussa Sanogo a présidé dans la matinée du 15 février, à Touba, la cérémonie de mise en service de deux guichets automatiques de billet de la Banque nationale d'investissement (Bni).

DAVID YA

Coopération économique

Des entreprises indiennes

en prospection à Abidjan début mars

Du secteur agro-industriel au Btp en passant par l'automobile, la santé et l'acier, la Côte d'Ivoire et l'Inde, à travers le forum économique qu'ils co-organisent à Abidjan, les 2 et 3 mars, entendent renforcer leur axe de coopération économique déjà très actif ces dernières années. À la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cc-Ci) qui abritera l'événement, l'ambassadeur de l'Inde à Abidjan, Sailas Thangal, a donné des précisions le 12 février sur la participation de son pays. À en croire le diplomate, ce sont plus de 20 entreprises indiennes qui prendront part au forum. « Ce rendez-vous est d'une importance capitale, aussi bien pour les entreprises ivoiriennes que

celles de l'Inde, dans la mesure où il contribuera à faire la promotion de leurs activités et surtout favorisera des accords entre les entreprises des deux pays pour une coopération durable », a-t-il relevé. Les relations diplomatiques et économiques entre la Côte d'Ivoire et l'Inde se portent très bien ces dernières années. À ce jour, ce sont au total 286 entreprises indiennes qui opèrent en Côte d'Ivoire, même s'il faut noter que certaines d'entre elles sont saisonnières. Aussi, l'Inde est l'un des plus gros importateurs des noix de cajou, dont la Côte d'Ivoire est le premier pays producteur mondial. Sailas Thangal a évoqué l'idée de renforcer la coopération ivoiro-indienne sur ce secteur de l'anacarde. Tout comme dans le secteur

de la santé où, il faut noter qu'il y a déjà beaucoup d'avancées. La Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire, par la voix de son président Faman Touré, a assuré de sa disponibilité à accompagner les opérateurs économiques indiens désireux d'investir dans le pays. À l'en croire, l'objectif du Chef de l'État est de faire en sorte que les grands industriels viennent s'installer en Côte d'Ivoire afin d'augmenter les capacités de transformation locale des matières premières. Faman Touré voit également dans le forum des 2 et 3 mars l'occasion pour les entreprises ivoiriennes d'envisager des possibilités d'accéder au marché indien.

FAUSTIN EHOUMAN

AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Le Maire de la commune de Songon a l'honneur de porter à la connaissance du public, qu'une enquête de comodo et incommodo d'une durée de trente (30) jours allant du jeudi 20 février 2020 au vendredi 20 mars 2020 inclus, est ouverte dans les locaux de la Mairie de Songon au sujet d'une demande d'établissement d'Arrêté de Concession Définitive (ACD) sur une parcelle de terrain d'une superficie de 00 ha 30 a 00 ca sise à Audouin-Beugretto, dans la commune de Songon au profit de Monsieur BOLY AMADOU.

Monsieur ELEGBE Kodja Jean, Chef des Services Techniques de la Mairie de Songon, nommé Commissaire-Enquêteur par décision municipale n° 006/CS/SG/ST du 14 février 2020 de Monsieur le Maire de Songon, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les oppositions, réclamations et observations qui pourraient être faites à ce sujet et ce, tous les jours ouvrables, aux heures réglementaires, aux bureaux des Services Techniques de la Mairie de Songon où un registre est ouvert à cet effet.

Le Maire
N'KOUMO-MOBIO Eric

AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Le Maire de la commune de Songon a l'honneur de porter à la connaissance du public, qu'une enquête de comodo et incommodo d'une durée de trente (30) jours allant du jeudi 20 février 2020 au vendredi 20 mars 2020 inclus, est ouverte dans les locaux de la Mairie de Songon au sujet d'une demande d'établissement d'Arrêté de Concession Définitive (ACD) sur une parcelle de terrain d'une superficie de 00 ha 30 a 00 ca sise à Audouin-Beugretto, dans la commune de Songon au profit de Monsieur KOUAKOU KOUADIO EDOUARD.

Monsieur ELEGBE Kodja Jean, Chef des Services Techniques de la Mairie de Songon, nommé Commissaire-Enquêteur par décision municipale n° 007/CS/SG/ST du 14 février 2020 de Monsieur le Maire de Songon, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les oppositions, réclamations et observations qui pourraient être faites à ce sujet et ce, tous les jours ouvrables, aux heures réglementaires, aux bureaux des Services Techniques de la Mairie de Songon où un registre est ouvert à cet effet.

Le Maire
N'KOUMO-MOBIO Eric

AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Le Maire de la commune de Songon a l'honneur de porter à la connaissance du public, qu'une enquête de comodo et incommodo d'une durée de trente (30) jours allant du jeudi 20 février 2020 au vendredi 20 mars 2020 inclus, est ouverte dans les locaux de la Mairie de Songon au sujet d'une demande d'établissement d'Arrêté de Concession Définitive (ACD) sur une parcelle de terrain d'une superficie de 00 ha 40 a 00 ca sise à Audouin-Beugretto, dans la commune de Songon au profit de Monsieur ACHI KINDIA LAURENT SEBASTIEN.

Monsieur ELEGBE Kodja Jean, Chef des Services Techniques de la Mairie de Songon, nommé Commissaire-Enquêteur par décision municipale n° 008/CS/SG/ST du 14 février 2020 de Monsieur le Maire de Songon, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les oppositions, réclamations et observations qui pourraient être faites à ce sujet et ce, tous les jours ouvrables, aux heures réglementaires, aux bureaux des Services Techniques de la Mairie de Songon où un registre est ouvert à cet effet.

Le Maire
N'KOUMO-MOBIO Eric

tribus par les ministres Souleymane Diarrassouba en charge du Commerce et de l'Industrie et Mamadou Touré, en charge de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes.

Au total, ce sont plus de 2000 jeunes venus de tout le district, de parents des bénéficiaires qui ont pris d'assaut la salle des fêtes, pour être témoins de cette cérémonie de remise de chèques qui s'inscrit dans le cadre du projet phase 2. Les femmes ont été prises en compte d'autant qu'elles représentent 46% des bénéficiaires.

Selon le ministre Mamadou Touré, il s'agit de régler la problématique de l'insertion des jeunes de 18 à 40 ans et qui ont décidé de s'orienter vers l'entrepreneuriat.

Il a en outre précisé que les recrutements sont totalement gratuits et ne tiennent aucunement compte de l'appartenance politique, ethnique ou religieuse, comme certaines personnes le font croire. « L'égalité de chance doit être une réalité en Côte d'Ivoire. L'État est neutre dans ses actions », a-t-il insisté avant d'inviter les bénéficiaires à ne pas minimiser les fonds qui leur ont été octroyés. Car on peut partir d'une toute petite somme d'argent pour devenir un grand entrepreneur.

Pour le ministre Souleymane Diarrassouba, cette remise de chèques est la preuve que le Président de la République Alassane Ouattara et son gouverne-

ment n'ont pas oublié les jeunes de Yamoussoukro. Il a également révélé que de 2012 à ce jour, ce sont 2 millions d'emplois qui ont été créés pour les jeunes de Côte d'Ivoire.

Aux récipiendaires, Souleymane Diarrassouba leur a précisé que ces fonds ne sont pas destinés à faire des pièces administratives pour aller à l'aventure en Europe, mais à réaliser leur rêve de créer leurs propres affaires en Côte d'Ivoire.

Car il s'agit au bout du compte, de rembourser ces fonds, à l'effet de permettre aux autres jeunes qui attendent, d'en bénéficier. « Vous devez garder espoir », a-t-il conseillé en sa qualité de parrain de la dite cérémonie. Il a ajouté que l'entrepreneuriat est le chemin pour aboutir à la prospérité. « Il faut aimer ce que vous avez choisi de faire. Formez-vous à la gestion pour aller encore plus loin », a affirmé Souleymane Diarrassouba.

Quant au maire adjoint Édouard Kouamé, il a salué cette belle initiative du gouvernement qui redonne espoir à de nombreux jeunes de la commune de Yamoussoukro.

Avant de se rendre à Yamoussoukro, ce même jour, le ministre Mamadou Touré a distribué des chèques d'un montant de plus de 151 millions de F Cfa à 565 jeunes de la région du Bélier. Il s'agit de jeunes porteurs de projets de Djékanou, Didiévi, Tiébiissou et Toumodi ■

N'DRI CÉLESTIN

N'DRI CÉLESTIN

Cette opération a été enregistrée par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) de l'INDA sous les N° EE/20-03 pour la tranche A et EE/20-04 pour la tranche B le 15 février 2020.



Les Rendez-vous du gouvernement Maurice Bandaman



PROMOTION DE LA CULTURE IVOIRIENNE

Cadre juridique, acquis, défis et perspectives

I. Cadre juridique

De 1960 à 2011, trois lois régissaient le monde des arts et de la culture.

De 2012 à 2016, nous avons fait voter quatre nouvelles lois. Que sont :

- La loi n° 2014-425 du 14 juillet 2014, portant politique culturelle nationale [Loi n° 2014-426 du 14 juillet 2014, relative à l'Industrie cinématographique -Loi n° 2015-540 du 20 juillet 2015, relative à l'Industrie du livre -Loi n° 2015-555 du 26 juillet 2016, relative au Droit d'auteur et aux Droits voisins.

[Deux autres lois sont en attente de programmation / La loi sur les langues nationales / La loi sur le Patrimoine national. Des ratifications de nombreux traités et la signature de nombreuses conventions et d'accords de partenariat et de coopération avec des pays : Burkina Faso, Sénégal, Nigeria, France, Espagne, Italie, Maroc, Chine, Portugal, Qatar.

- De 12 Directions régionales en 2011, nous sommes passés en 2014 à 32 directions régionales.

II- Valorisation du patrimoine matériel et immatériel : Masque Zaouli et mosquées de type soudanais

En juin 2012, la Côte d'Ivoire inscrit son 1er bien culturel sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco : il s'agit de la ville historique de Grand Bassam. En décembre 2013, nous inscrivons le Djéguélé, le Balafon sénoufo sur la liste du patrimoine immatériel de l'Unesco. En décembre 2017, le masque gouro Zaouli est aussi inscrit au patrimoine mondial immatériel de l'Unesco.

Nous travaillons ardemment à faire inscrire d'autres biens culturels matériels et immatériels sur les prestigieuses listes de l'Unesco. Il s'agit au niveau matériel, des mosquées de type soudanais du Nord de notre pays, dont la plus célèbre est la Grande mosquée de Kong. Qui a fait l'objet d'une restauration par nos services ainsi que la petite mosquée de cette ville historique ; il y a aussi les pierres latéritiques d'Ahouakro dans le département de Taabo, les vestiges d'Assinie. Au niveau immatériel, les savoirs-faire dans l'art à tisser du pagne baoulé, guéré, gouro, sénoufo, yacouba, le masque échassier yacouba, le masque goli, la fête de l'abissa, le kouroubi, des fêtes de générations, le fatchoué, etc. Vous voyez bien que nous découvrons l'entièreté du pays pour exalter nos diversités, nos beautés. Nous nous faisons aimer, comprendre, tolérer, accepter par la connaissance mutuelle de nos richesses et de nos beautés culturelles.

III. Près de 300 festivals font la promotion de nos richesses

Nous avons créé de nouveaux festivals et encouragé nos compatriotes, élus et cadres, à créer des festivals patrimoniaux dans leurs villes, villages, communes et régions. En 2011, sur une centaine de festivals, fêtes patrimoniales, de génération ou d'initiation, 80 avaient disparu ou étaient dormant. Aujourd'hui, ce sont 300 festivals qui font la promotion de nos richesses et nos

diversités. Nous envisageons d'atteindre 1000.

IV. Devoir envers notre mémoire, l'initiative de « La Route de l'esclave »

Notre patrimoine culturel, c'est aussi notre mémoire. Notre mémoire historique, notre mémoire archéologique. Il est une vérité historiquement connue : plus un peuple connaît son passé (glorieux ou douloureux), plus ce peuple comprend son présent et réussit son futur. Il nous fallait exhumer ce passé qu'on a longtemps caché ou volontairement tu ! Il a fallu attendre juillet 2017, pour que la majorité de nos compatriotes découvrent que leur pays a aussi été une terre de déportation de captifs devenus esclaves aux États-Unis, en Guyane, au Brésil, au Mexique. Oui, plus de 100.000 Africains sont déclarés avoir été déportés à partir de Lahou-Kpanda, d'Assinie, de Bassam, de Sassandra, des côtes ivoiriennes du 17e au 19e siècle, dans les terres des Amériques et des Antilles. Le Sénégal, depuis les années 1960, célébrait Gorée. Grâce au programme de « La Route de l'esclave », lancé par l'Unesco en 1994, le Bénin et le Ghana se sont fortement investis dans la promotion du Devoir de mémoire. Dix-sept ans après le Ghana, le Bénin et plus de trente ans après le Sénégal, la Côte d'Ivoire rejoint le contingent des pays qui ont subi la traite négrière.

Nous avons lancé le programme de « La Route de l'esclave » en juillet 2017, à Kanga-Nianzé, dans le département de Tiassalé, en présence de monsieur le vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan, et monsieur Nicéphore Soglo, ancien Président du Bénin, Grand protecteur du programme Unesco de la Route de l'esclave, d'Ivoiriens descendants américains ayant découvert, à l'issue de tests Adn, leurs origines ivoiriennes. Cette année, nous avons reçu les Boni de Guyane, censés être partis de Tiassalé. En 2020, le site de Lahou-Kpanda sera inauguré à l'occasion du dévoilement de la stèle de Passigri, dans la commune de Grand-Lahou.

Nous soumettrons au gouvernement la date du 7 juillet de chaque année comme date de la commémoration de « La journée de l'esclave ».

V. Le milieu du livre : Sila, prix Akwaba et éditeurs

Entre les années 1980 et 2000, nos éditeurs publiaient à peine une demi-dizaine d'œuvres littéraires par an. Deux éditeurs se partageaient le marché du livre. Et après 3 éditions biennales, le Salon du livre s'était arrêté. Notre politique du livre a provoqué un éveil dans le milieu du livre. De deux éditeurs, nous en sommes aujourd'hui à 15 éditeurs nationaux. De 5 livres littéraires par an, de 1980 à 2000, nous en sommes aujourd'hui à 200 parutions d'œuvres littéraires par an. Le Sila se tient régulièrement depuis 7 ans, grâce à notre action. La Côte d'Ivoire est présente à tous les plus grands rendez-vous du livre et bien souvent en qualité de pays invité d'honneur : à Dakar, à Ouagadougou, à Conakry, à Casablanca, à Montréal et bientôt à Genève. La Côte d'Ivoire est aussi au Salon de Paris, de Genève et de Francfort. Chaque année ! Avec nos livres, nos écrivains, nos éditeurs. La Côte d'Ivoire du

livre est respectée. Ce respect lui vaut d'être élue depuis le mois décembre 2019, au Conseil d'Orientation de l'Union internationale des éditeurs. Pour renforcer le goût de nos enfants à la lecture et encourager les parents à leur offrir des livres en cadeaux de Noël, nous avons institué depuis trois ans, le Salon du livre pour enfants et adolescents. Pour le Sila, ce sont plus de 150 milles visiteurs en trois jours et le Salon du livre pour enfants, c'est au moins 50 milles visiteurs en trois jours. De nombreux prix Bernard Dadié

Nous avons créé de nombreux prix littéraires portant le nom de Bernard Dadié, le plus illustre écrivain de notre pays pour encourager et célébrer nos auteurs et nous soutenons de nombreuses autres initiatives privées tel que le Prix Akwaba de la littérature d'expression francophone.

VI. Cinéma

La Côte d'Ivoire disposait d'un réseau de salles de cinéma estimé à une centaine, sur l'ensemble de notre pays jusqu'au début des années 1990. L'apparition du magnétoscope et de la vidéo ainsi que les chaînes câblées ont développé la consommation privée et domestique du cinéma. Les salles de ciné club et les boutiques de location de dvd se sont développées dans nos quartiers, portant un coup de massue au cinéma presque partout sur la planète. Si certains pays ont pu se relever en maintenant une production régulière et de qualité, il a fallu attendre le Président Alassane Ouattara pour que la Côte d'Ivoire commence à sortir sa tête du naufrage et du coma. D'une centaine de salles de cinéma, notre pays était à deux salles de cinéma de qualité jusqu'en 2014. Quant à la production cinématographique, elle s'était arrêtée tout net ! Aujourd'hui,

Je voudrais exprimer ma reconnaissance à mon frère et ami, le ministre Sidi Touré, ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, qui me donne l'occasion ce jour, après celle offerte il y a trois ans, par cette même tribune, de m'adresser une fois encore à nos compatriotes et leur faire partager notre engagement commun en faveur de notre culture. J'associe à ces remerciements, monsieur le directeur du Cig et ses collaboratrices pour leur disponibilité et conseils. Enfin, à vous journalistes et acteurs du monde des arts et de la culture, j'exprime ma reconnaissance et mes remerciements pour votre présence chaleureuse et fraternelle. « Promotion de la culture ivoirienne ; acquis, défis et perspectives ! ». En réalité, je suis ici convoqué à dresser devant vous, mesdames et messieurs et devant nos compatriotes, le bilan du gouvernement en matière de politique culturelle. Je parlerai : De la défense, de la promotion du patrimoine culturel national et de diversité culturelle. Retenons que la politique culturelle s'inscrit dans un projet gouvernemental et national. Je peux dire un rêve, une ambition.

Les Rendez-vous du gouvernement Maurice Bandaman



notre politique du cinéma nous donne les résultats suivants : - Un office du cinéma créé et mis en route dès 2011 (Office du Cinéma de Côte d'Ivoire-Onac-CI), soutenu par un fonds : le Fonds de soutien à l'industrie du cinéma (Fonsic) ; - Plus de 3 milliards consacrés à la politique du cinéma de 2012 à 2019 ; - Trente-cinq productions : longs métrages, téléfilms, documentaires ; - Une présence régulière et de plus en plus remarquée dans tous les plus grands rendez-vous du cinéma en Afrique et dans le monde ; - Un appui pour l'organisation de festivals de cinéma : Clap ivoire, Ivoire ciné tour, Ciné école ; - De nombreux prix glanés par nos réalisateurs, producteurs et acteurs ; - Six nouvelles salles aux normes internationales ouvertes à Abidjan, une dizaine d'autres prévues pour être ouvertes sur Abidjan et une dizaine encore à l'intérieur du pays par des privés. Avec trois salles, le plus grand exploitant de salles de la place réalise 675.349 entrées en trois ans de 2016 à 2018. Des films ivoiriens réalisent entre 5 et 15.000 entrées en deux, trois ou quatre semaines.

VII. Nos musées, aujourd'hui, de plus en plus fréquentés

Jusqu'en 2017, nos deux grands musées publics, le musée du Costume de Grand-Bassam et le musée des Civilisations de Côte d'Ivoire réalisaient 5.000 entrées globales. Avec leur réhabilitation à la faveur des jeux de la Francophonie, le renouvellement du fonds muséal et des innovations, la fréquentation de nos deux musées est passée à 90.000 entrées en 2018.

L'art plastique et photographique ivoirien est régulièrement présent depuis 2012 à la Biennale de Venise, au Dakart. Et nous soutenons l'action des jeunes peintres à travers les expositions de leurs œuvres au palais de la culture Bernard Dadié de Treichville.

VIII. La mode ivoirienne et l'art du pagne tissé magnifiés

Nous soutenons de nombreux événements dans le milieu de la mode. Et faisons la promotion du pagne tissé. Depuis trois ans, le ministère de la Culture et de la Francophonie a mis à l'honneur le pagne tissé ivoirien, décoré les femmes du ministère qui exaltent nos pagnes en en faisant la promotion. Le ministère de la Culture et de la Francophonie a institué dans ses services depuis trois ans, le port, les vendredis, de costumes et tenues en pagne tissé. En espérant qu'un jour, cette habitude sera épousée par tous les cadres et toutes les autorités comme au Ghana, au Burkina Faso, au Sénégal, au Mali, au Nigéria, bref, dans presque tous les pays d'Afrique.

IX. Professionnalisation de l'enseignement artistique

Nous avons procédé à une réforme en profondeur de nos maquettes d'enseignement à l'Insaac et les écoles d'enseignement artistique. Il s'agit d'offrir à nos étudiants tous les outils pouvant leur permettre d'être opérationnels, de s'installer en tant qu'opérateurs culturels, créant leurs propres emplois : ainsi les étudiants en peinture ou en sculpture ouvriront leurs propres ateliers, les étudiants en danse et théâtre créeraient leurs propres troupes. En plus de les mettre en situation de production pratique avec des ensembles culturels existants, nos étudiants ont vu renforcer leur maquette pédagogique. Ainsi, ont été introduites les matières suivantes : la comptabilité, le droit des affaires, le droit de la propriété, l'entrepreneuriat, la gestion ou le management des projets artistiques, le marketing, etc.

Notre ambition, c'est de voir nos étudiants créer leurs propres emplois que de vouloir être fonctionnaires.

X. Présence affirmée au sein de la Francophonie

Nous affirmons notre présence au sein de la Francophonie, grâce à une forte coopération francophone, le retour du Masa après 5 années d'arrêt, la réhabilitation et la remise en route des 10 centres de lecture et d'animation culturelle (Clac) dans 10 communes au Nord de notre pays et l'ouverture de 10 nouveaux Clac à partir du premier trimestre de 2020. Tout cela a permis une organisation réussie et excellente des 8èmes jeux de la Francophonie en juillet 2017.

XI. Nos grands travaux d'infrastructures culturelles

• **TRAVAUX DÉJÀ RÉALISÉS** : Construction et équipement d'une bibliothèque à Korhogo en partenariat avec la mairie de Korhogo, Ansur (pour l'équipement numérique), pour un coût de 300.000.000 de F Cfa. - Construction d'un bâtiment administratif du Palais de la culture Bernard B. Dadié de Treichville. - Construction de nouveaux bâtiments au CTA de Bingerville. - Équipement en projecteur numérique, de la salle de 1500 places du Palais de la culture. - Réhabilitation du Palais de la culture, en partenariat avec la République populaire de Chine. - La réhabilitation du centre Jacques Aka de Bouaké. - La réhabilitation de la bibliothèque nationale, des musées de Grand-Bassam, Péléforo Gon de Korhogo. Ces travaux de nouvelles constructions et de réhabilitation sont estimés à 26 milliards de francs Cfa dont 24, pour le Palais de la culture de Treichville.

• **TRAVAUX EN COURS DE RÉALISATION OU DE FINALISATION** : - La bibliothèque de la Renaissance africaine dont les travaux préliminaires ont démarré -16 centres culturels intégrés dans 16 chefs-lieux de région. Il s'agit de palais régionaux de la culture sur des espaces de 3 à 5 hectares, comprenant un musée, une bibliothèque, des salles de spectacles, des salles d'exposition, des bureaux. Ces centres culturels intégrés ont fait l'objet de concours d'architecture pour qu'ils épousent l'architecture locale. - 10 centres techniques des arts appliqués dans 10 communes de notre pays ; un musée d'art contemporain et classique à Abidjan sur le modèle du musée du Quai Branly, à Paris. Nous sommes en train de finaliser le projet. - La cité des arts et du cinéma à Jacqueville, sur un domaine de 53 hectares ; la restauration des murailles de Sordi, dans le département de Ouangolodougou, de Marabadjassa et de Katiola ; - La restauration de la ville historique de Grand-Bassam -Un musée de l'Esclave à Tiassalé et un autre à Grand-Lahou. Au total, de grands travaux d'infrastructures culturelles d'une valeur de 500 milliards à réaliser par divers financements : le budget de l'État et des partenariats public-privé (PPP)

XII. Les Arts et la culture : vecteurs de croissance, de prospérité, de richesse et de lutte contre la pauvreté.

Selon l'Institut national de la statistique et les rapports annuels du programme national de développement, la construction des activités culturelles au PIB, est de 2.43% en 2012 ; de 3.8% en 2017 et de 4% en 2018. Selon les résultats du recensement général de la population et de l'habitat de 2014, sur une population de 8.070.764 individus en situation d'emploi en Côte d'Ivoire, 655.560 personnes exercent une profession culturelle, soit 8% de la population, en situation d'emploi. Et ces emplois sont exercés par 43% de femmes et à 70%, par des personnes de moins de 50 ans. La culture donne plus d'emplois aux Ivoiriens, aux jeunes et aux femmes, que la Fonction publique. Certains biens culturels connaissent une forte progression

de vente à l'exportation : ce sont les livres (167.795.215 F Cfa en valeur exportée en 2010 ; 300.432.120, en 2017 et 257.088.801 en 2018). Les instruments de musiques traditionnels : Djimbé, balafon, flûtes africaines (94.107.711, en 2010 ; 107.946.525 en 2017 et 126.576.564 F Cfa, en 2018) ; la peinture (les tableaux d'art) : 20.741.802 en 2010 ; 116.183.154 en 2017 et 245.133.798 en 2018).

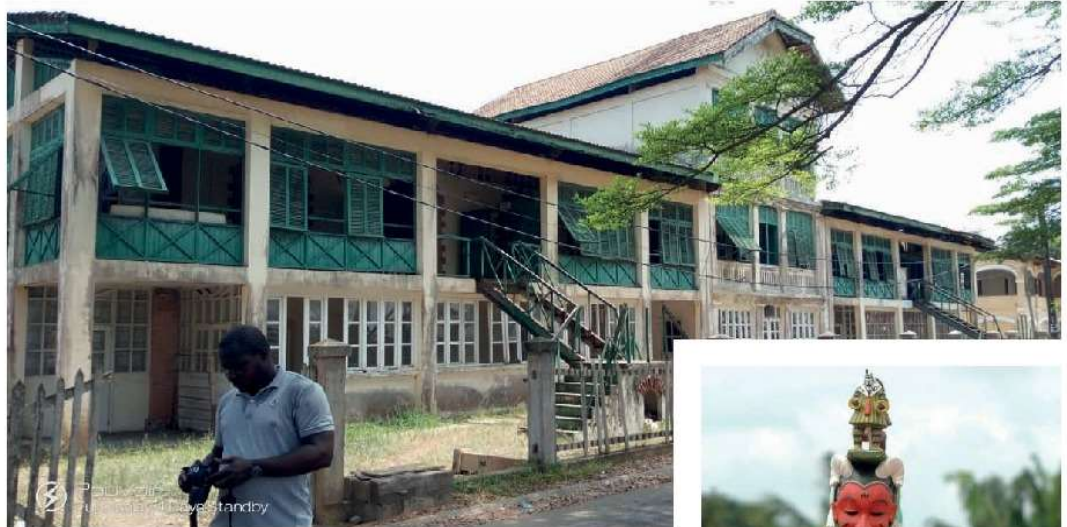
XIII. Droits d'auteur et amélioration de la vie des artistes

La longue crise qui a frappé notre pays de 2000 à 2010, a eu des répercussions tragiques sur la vie des créateurs et des artistes. Métiers précaires, métiers à risque, métiers de gloire sans lendemain, la crise est venue renforcer la précarité des artistes par la destruction des outils de production et de diffusion, l'apparition du phénomène de piratage et la consommation numérique des œuvres d'art. De nombreux artistes étaient tombés dans l'indigence et pour faire face aux besoins du quotidien, ils n'avaient de voie de salut que de solliciter la générosité publique par des sos. La pension de retraite payée par le Burida aux plus nantis était de 150.000 F Cfa par trimestre, soit 50 000 F Cfa par mois.

Face à cette détresse, nous avons soumis au Président de la République et au gouvernement, le projet de la pension présidentielle de 300.000 F Cfa. Le Président de la République l'a acceptée. Commencée avec 15 icônes en 2014, cette pension s'étend aujourd'hui, à 60 artistes vivants. Sept bénéficiaires nous ont déjà quittés. Il faut noter qu'une vie d'artiste est à 80 et 90% nourrie par la vente de ses œuvres (écrivains, peintres, sculpteurs) auxquelles s'ajoutent pour les artistes musiciens, les concerts, les spectacles, les tournées. Les artistes et les créateurs tirent 80 à 90% de leurs ressources de ces activités. Mais les œuvres des artistes, surtout des artistes musiciens et des cinéastes et acteurs, sont consommées sous d'autres formes. Il s'agit de l'exploitation publique par des espaces sonorisés : boîtes de nuit, bars, hôtels, les radios et télévision. Ces droits sont collectés et répartis par des sociétés dites de gestion collective de droits d'auteur ! En Côte d'Ivoire : Le Burida. En crise au moment où nous accédions au ministère de la Culture et de la Francophonie, nous avons entrepris des réformes au Burida, qui nous ont permis d'obtenir les résultats suivants : -De 2000 à 2011, soit 11 ans 4.203.712.190 F Cfa récoltés. Effectivement répartis : 1.366.101.568 F Cfa, soit en moyenne 113.000.000 F Cfa par an. Un manque à gagner de 4.000.000.000 F Cfa. -De 2012 à 2018, soit 6 ans 7.113.770.720 F Cfa récoltés Effectivement répartis : 5.626.983.036 F Cfa. Soit environ 800.000.000 F Cfa. Le Burida distribue 8 fois plus de droits aux artistes aujourd'hui, qu'il y a 7 ans. Jusqu'à fin 2019, malgré la crise qui secoue la maison des artistes depuis le deuxième semestre 2018 et qui a fait perdre plus de 700.000.000 F Cfa, de droit à répartir, le Burida a déjà payé 582.922.594 F Cfa et est (ce rendez-vous s'est tenu le jeudi 19 décembre 2019) actuellement en train de distribuer 1.095.439.761 F Cfa, soit 1.678.355 F Cfa au total, pour la seule année 2019, année passée dans la crise. Sur mes recommandations, le Burida ne devrait plus payer des droits en dessous du smig. Un droit d'auteur minimum garanti de 60.000 F Cfa, devra désormais être la plus petite somme à verser à un artiste. La répartition en cours (cette communication a eu lieu et touchera 3.257 artistes, la plus grosse répartition de l'histoire du Burida. Mon rêve d'abondance est donc en marche. Certes, la crise n'est pas totalement finie. Mais elle est en voie de l'être. Et les perspectives pour les artistes sont encore plus heureuses. Il nous faut pour cela la paix, la cohésion. Nous y croyons. Nous sommes sur la bonne voie !

LES GRANDS TRAVAUX DE LA CULTURE

- La Bibliothèque de la Renaissance africaine d'Abidjan
- La Cité des arts et du cinéma (Jacqueville)
- Les Centres culturels intégrés (18 dans les capitales de région)
- Le lycée artistique et professionnel à Yamoussoukro
- Les Centres techniques des arts dans 10 départements
- Le Centre commercial des arts (sur le site de l'ancien centre culturel de Treichville)
- Le Musée d'art contemporain et classique (Abidjan)
- L'extension de l'Insaac
- La réhabilitation de la ville historique de Grand-Bassam



La maison du Patrimoine...

... et le Musée du Costume de la ville historique de Grand-Bassam. Photos DR



Le Zouli inscrit sur la liste du patrimoine de l'Unesco.

À PROPOS DU BURIDA...

Conseil d'administration ou Conseil de gestion

A propos de l'organe présenté le lundi 3 février à la salle de conférences du Burida, Maurice Bandaman s'est voulu précis: « Le conseil de gestion et de restructuration n'étant pas un organe prévu par les textes, le Burida est toujours régi par le décret de 2008 qui n'a pas été abrogé. En raison de la non tenue des élections et donc en raison de l'absence du conseil d'administration et de l'assemblée générale qui sont prévus par les textes, le Burida tombe sous le coup d'un dysfonctionnement organique. Et l'article 67 du décret de 2008, prévoit dans le cadre de dysfonctionnement, les dispositions qui sont en train d'être observées. Autrement dit, l'arrêté qui crée le conseil de gestion et de restructuration tire ses sources et sa légalité de l'article 67 du décret de 2008. Il s'agit de l'arrêté du 30 janvier 2020 portant

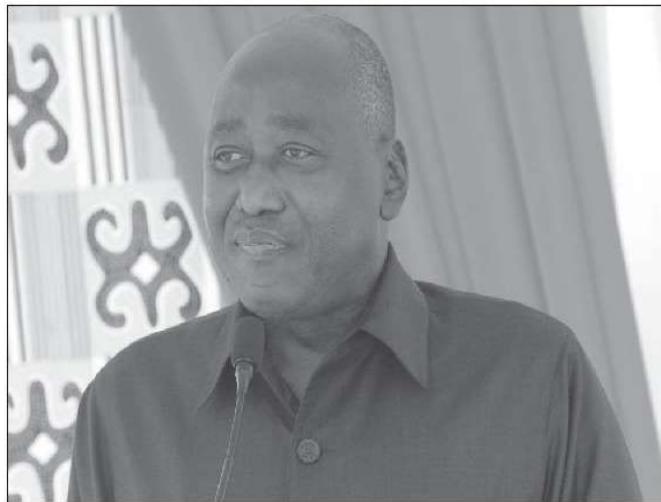
création, attribution et fonctionnement de l'organe de gestion du Burida, placé sous l'autorité du ministre de la Culture (...). Tout comme pour le conseil d'administration, les missions du conseil de gestion et de restructuration sont clairement définies. Le conseil de gestion et de restructuration, en abrégé, conseil de gestion devra, entre autres, œuvrer à la mise en place de commissions composées d'artistes qui ont une expertise dans le domaine ; la mise en place d'une cellule de médiation et médiateurs au Burida ; la réforme administrative et juridique du Burida ; l'amélioration et l'élargissement de l'assiette de perception ; le développement et la perception des droits numériques ; la restructuration financière et informatique du Burida ; Le renforcement du système de santé et de sécurité sociale au Burida ; le développement et l'appui à la création et à

la promotion ; la mise en place d'un système de salarisation des droits d'auteurs à travers un paiement mensuel ; l'institution d'un droit d'auteur minimum garanti. Et conformément aux textes en vigueur, les membres du conseil de gestion sont nommés pour une durée de six à douze mois ; le conseil est présidé par un membre dudit conseil, nommé par arrêté du ministre en charge de la Culture. Le mandat du président du conseil de gestion expire au terme de la mission du conseil de gestion. En cas d'empêchement provisoire, le président du conseil délègue ses pouvoirs à un membre du conseil qu'il désigne. Dans l'impossibilité, les membres du conseil de gestion peuvent déléguer ses fonctions au membre le plus âgé. Et le ministre peut mettre fin à la fonction d'un membre du conseil de gestion en cas de malversation ».

Visite de travail dans la Gbôklè

Le message de paix du Premier ministre aux chefs traditionnels de Fresco

Le Chef du gouvernement poursuit aujourd'hui sa tournée de travail de plusieurs jours dans le Gbôklè.



Amadou Gon Coulibaly attend des chefs traditionnels leur soutien dans la politique économique que le Président Alassane Ouattara est en train de mener en Côte d'Ivoire.

C'est par Fresco que le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a entamé hier sa tournée dans le Gbôklè. Et c'est avec les chefs traditionnels et de communauté qu'il a ouvert sa série d'activités. Avec plusieurs dizaines de chefs coutumiers avec qui il a échangé à la résidence du préfet de Fresco, le chef du gouvernement a requis, au nom du chef de l'État, leur contribution résolue au maintien de la paix, de la stabilité et de la cohésion.

« Ce que le Président de la

République me demande de vous dire et ce qu'il souhaite de vous, c'est votre accompagnement dans la politique économique qu'il est en train de mener en Côte d'Ivoire. Il souhaite que vous soyez des acteurs de paix. Il demande que vous diffusiez autour de vous, dans vos villages, dans vos communautés, des messages de paix. Et que vous n'écoutez pas des messages de division et de haine », a exhorté Amadou Gon Coulibaly, qui avait à ses côtés des membres du gouvernement.

« La paix, c'est ce qui crée l'environnement pour pouvoir travailler à créer la richesse nécessaire qui, bien distribuée, permet d'améliorer les conditions de vie des populations », a insisté Gon Coulibaly qui s'est engagé à faire en sorte que les préoccupations non encore résolues à Fresco trouvent solution. « Grâce au leadership du Président de la République, au travail acharné fait autour de lui par le gouvernement et au don de soi des populations, nous sommes arrivés à réduire le taux de pauvreté

dans notre pays de 51% à 36% », s'est-il réjoui. Amadou Gon Coulibaly a annoncé que la Côte d'Ivoire sera, à fin 2020, le deuxième de l'Afrique de l'Ouest par son Pib. S'ils continuent sur leur belle lancée, avec une croissance économique de 8% en moyenne, les Ivoiriens se hisseront au deuxième du rang des économies performantes en Afrique de l'Ouest, derrière le grand Nigeria. Reste à maintenir la cadence de ces « bonds prodigieux ». Les chefs traditionnels et de communauté ont, par des ac-

clamations nourries, exprimé leur adhésion à cet appel à maintenir ce bon rythme de développement en étant des sentinelles de la paix. Mais comment être à Fresco et ne pas parler de la question de la Côte d'Ivoire, un véritable enfer pour les populations ? « Je viens vous confirmer que ce projet fait bel et bien partie des priorités du gouvernement », a assuré Amadou Gon Coulibaly, indiquant que les négociations sont « déjà bouclées » et le financement est déjà acquis pour

le tronçon Songon-Grand-Lahou. Cette section verra donc ses travaux démarrer cette année.

Le projet de la côte est prévu pour être exécuté en trois phases découpées en trois tronçons. L'un des tronçons partira de Songon à Grand-Lahou, un autre de Grand-Lahou à Sassandra et un dernier de Sassandra à San-Pedro. Les études concernant le tronçon San-Pedro-Sassandra et Sassandra-Grand-Lahou seront achevées fin février. Sitôt ces études achevées, le gouvernement entrera en négociation afin que les ouvrages soient exécutés « dans les meilleurs délais ».

D'ores et déjà, San-Pedro-Sassandra et Sassandra-Fresco ont fait l'objet de réfection. Ce qui permet de réduire le temps de circulation sur le trajet.

Les populations, par la voix de leurs porte-parole, ont renouvelé au gouvernement une série de doléances. La fresque des urgences est presque à l'image de celle de toute les socialités du pays. Notamment, eau, électricité, hôpitaux et routes. L'échange avec les chefs a eu lieu en présence de plusieurs cadres de la région, dont le président du conseil régional, Philippe Légré. Amadou Gon Coulibaly a également rencontré les jeunes à qui il a réitéré le même appel à maintenir la paix et la stabilité.

BENOÎT HILI.
ENVOYÉ SPÉCIAL
DANS LE GBÔKLÈ



Le chef du gouvernement a été l'objet d'attentions particulières de la part des cadres de Fresco. (PHOTOS: PORO DAGNOGO)

● Amadou Gon Coulibaly

“La politique est faite pour rassembler et non pour diviser”

Hier, face aux populations, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a indiqué que sa présence à Fresco lui donnait l'opportunité de se réjouir avec ses hôtes de la stabilité et du progrès retrouvés en Côte d'Ivoire. Lors de son meeting, il a insisté sur la « responsabilité de tous les acteurs politiques ». Surtout, en cette année électorale, « Les élections ne sont pas des moments où les Ivoiriens doivent avoir peur », a-t-il affirmé. Car, il a plutôt la conviction que la présidentielle d'octobre prochain sera à l'image de celle de 2015. C'est-à-dire paisible.

« La politique est faite pour rassembler, pour contribuer au bonheur des populations. Et non pour diviser. Elle n'est pas faite pour semer la graine de la haine, de la violence ou de la méfiance. La politique est faite pour travailler pour le bien de la population et pour travailler au rassemblement des filles et des fils du pays », a-t-il expliqué. Le Premier ministre a exhorté les uns et les autres à tourner le dos aux « querelles de clocher » et autres « combats stériles ».



Le Premier ministre a communiqué avec la population de Fresco. (PHOTOS: PORO DAGNOGO)

« En tant que citoyens d'un même pays, nous vivons ensemble avec des frères et des sœurs avec qui nous n'avons pas nécessairement en partage la même appartenance politique ou religieuse. Mais

il nous revient, dès lors, de nous adapter et de veiller à ce que chacun puisse affirmer ses convictions dans le strict respect d'autrui et des règles républicaines », a-t-il poursuivi, toujours soucieux

du « vivre ensemble ». « Dans le contexte de notre pays et de son histoire récente, notre détermination à préserver l'intégrité et la sûreté du pays ne doit souffrir aucune faiblesse. Car il s'agit, au de-

meurant, non seulement de tenir le serment pour lequel le peuple a confié le destin de la Côte d'Ivoire au Président de la République, mais également d'affirmer notre amour pour notre belle patrie

que nous devons prémunir contre toutes les aventures et mésaventures », a prévenu Amadou Gon Coulibaly, tout en assurant que le gouvernement, sous l'égide du Chef de l'État, poursuivra son œuvre de rapprochement des Ivoiriens.

Pour le chef du gouvernement, la seule préoccupation des hommes politiques doit être de savoir trouver les moyens de résoudre les problèmes des populations. Notamment, leurs besoins en eau, électricité, écoles, hôpitaux et autres infrastructures. Joignant l'acte à la parole, il a procédé sur place à la mise sous tension de quartiers, au lancement de travaux de bitumage de 5 km à Fresco et à l'extension du réseau électrique.

A Fresco, le Premier ministre qu'accompagnent une dizaine de ministres a eu des mots d'hommage aux anciens compagnons de Félix Houphouët-Boigny. Parmi eux, les ministres Alexis Thierry Légré, Grah Claire et l'évêque Mgr Téki. Aujourd'hui, le chef du gouvernement sera à Sassandara.

BENOIT HILI

● Fresco apporte son soutien “indéfectible” au gouvernement

Les populations de Fresco, dans toutes leurs composantes, apportent leur soutien indéfectible et vous encourage à poursuivre le développement du pays. Les populations de Fresco assurent de leur loyauté et de leur fidélité au Président de la République et à vous monsieur le Premier ministre. Elles sont convaincues que c'est dans une nation stable que prospère le développement ».

Ainsi se sont exprimées, hier, les populations de Fresco, presque dans un acte de foi. Elles ont dit leur attachement au gouvernement, à travers leur porte-parole Ivon Kragbé.

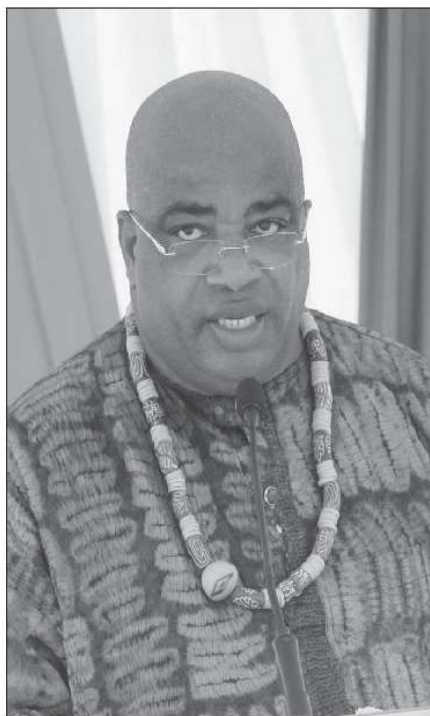
Pour ces populations, la visite d'Amadou Gon Coulibaly est un signe de Dieu. La preuve qu'il y a un Dieu pour les pauvres.

Ivon Kragbé a présenté sa ville comme « un gros village ». Il estime, en effet, que le département est en marge du développement en dépit de ses nombreuses potentialités économiques.

Des sous-préfets n'auraient ni bureaux, ni logements ni moyens de déplacement. Et la voirie n'existerait que de nom.



Le maire de Fresco, Beugrefoh Fulbert



Le porte-parole des populations de Fresco Ivon Kragbé.

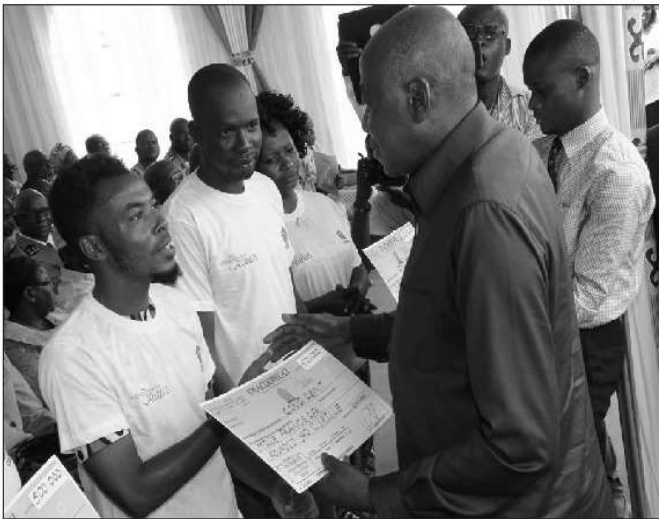
Aussi, a-t-il requis, comme doléances, un débarcadère, un marché central, un commissariat de police, un centre de formation professionnel, 22 pompes hydrauliques, des véhicules de fonctions pour le corps préfectoral, des ambulances, une maison des chefs traditionnel, l'amélioration des plateaux techniques médicaux, la construction de deux brigades de gendarmes, et de châteaux d'eau, le dessablement du canal et l'électrification de 25 localités.

Le traditionnel « ayoka » (bonne arrivée) a été délivré à Fresco par le maire de la ville, Beugrefoh Fulbert. « Les choses se passent sous nos yeux comme dans un rêve », s'est réjoui le premier magistrat de la commune, admiratif des réalisations du gouvernement.

Rejoignant le porte-parole des populations, le maire a plaidé pour une desserte en eau de sa commune. Et cela, pour en finir avec un paradoxe, celui d'une ville de Fresco, riche, entourée d'eau mais réduite encore à recourir à des sources d'eau pas toujours potables.

B. HILI

• Près de 67 millions pour 150 jeunes



Le porte-parole des bénéficiaires, Soumahoro Souleymane félicité par le Premier ministre.

Pour la région du Gbôklé, ce sont 150 porteurs de projets qui, dans le cadre de l'opération "Agir pour les jeunes 2", vont bénéficier d'un financement pour entreprendre. Leurs chèques, d'un montant global de 66,6 millions de Fcfa leur ont été remis hier à Fresco, par le Premier mi-

nistre Amadou Gon Coulibaly, en marge du meeting qu'il a animé dans la ville. Les 150 bénéficiaires du Gbôklé vont, avec ces prêts allant de 100 000 à 1 000 000 de Fcfa, remboursables en un an à un taux de 10,5%, mener des activités génératrices de revenus dans le commerce,

l'élevage, l'agriculture, les services, etc. « Pour la phase de juin 2020 de cette même opération, ce sont 1900 jeunes du Gbôklé qui vont bénéficier d'un financement pour un montant total de 855 millions de Fcfa », a fait savoir Jacob Dri Bi, au nom du ministère de la Promotion de la Jeunesse et de



Les bénéficiaires ont rassuré le Chef du Gouvernement de faire bon usage du fonds mis à leur

l'emploi des jeunes (Mpje). Le porte-parole des bénéficiaires, Soumahoro Souleymane, a traduit la reconnaissance de ses pairs au gouvernement ivoirien. Il a salué le vaste programme d'autonomisation des jeunes initié par le Président de la République Alassane Ouattara, piloté par le Mpje sous

l'autorité du Gon Coulibaly. Il a promis un remboursement intégral des sommes reçues. Cette deuxième phase de l'opération "Agir pour les jeunes" cible 19500 porteurs de projets sur toute l'étendue du territoire national. Elle est dotée d'une enveloppe globale de 10 milliards

de Fcfa. L'initiative s'inscrit dans la mise en œuvre de l'axe 4 du Programme social du gouvernement (Ps-Gouv 2019-2020) portant sur l'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes. Elle vise à favoriser l'insertion des jeunes par l'entrepreneuriat ■

GERMAIN GABO

• Des projets structurants pour développer durablement Fresco



Au nombre des travaux figure en bonne place la transformation des voiries de la ville.

Dans un avenir proche, la ville de Fresco va se vêtir véritablement de son étoffe de chef-lieu de département. Avec elle, l'ensemble des chefs-lieux de sous-préfectures et principales localités du département. Et ce, par la volonté du Président de la République, Alassane Ouattara, qui a décidé d'engager d'importants moyens pour sortir le Gbôklé de son retard infrastructurel. Amadou Gon Coulibaly l'a dit hier à la tribune du meeting inaugural

de sa tournée dans la région, à Fresco. Le Premier ministre a annoncé que pour l'adduction en eau potable, des investissements d'un montant global de 10 milliards de Fcfa sont prévus dans le Gbôklé. Dans le département de Fresco, notamment dans les sous-préfectures de Dahiri, Fresco et Gbagbam, 45 nouveaux systèmes d'hydrauliques villageoises seront réalisés, y compris quatre nouveaux systèmes d'hydrauliques villageoises améliorés. « En

ce qui concerne Fresco également, nous avons signé avec un groupe qui s'appelle Mireli. Le deuxième château d'eau de la ville sera bel et bien construit », a fait savoir Amadou Gon Coulibaly. En matière d'électricité, a poursuivi l'autorité gouvernementale, « les investissements engagés dans la région sur la période 2012 - 2017 se sont élevés à 4,7 milliards de Fcfa (...). Le plus important est de vous dire que d'ici la fin de l'année



Cette rue principale de la ville sera bientôt un vieux souvenir.

2020, les douze dernières localités du département de Fresco seront tous électrifiées. Ce qui portera le taux de couverture en la matière à 100 pour 100 ». Dans le secteur de l'éducation et de la formation, il est prévu, pour la période 2020-2023, la construction de 145 nouvelles classes. Pour le secondaire, huit collèges seront réalisés. Le lycée moderne de Fresco sera réhabilité. « En ce qui concerne la santé, les investissements projetés sur la période 2020-2021 à l'effet de rapprocher les services de santé des po-

pulations et de renforcer les plateaux techniques portent sur la réhabilitation et l'équipement de l'hôpital général de Fresco pour un montant de 1,3 milliard de Fcfa. Les travaux commenceront en juin 2020 », a indiqué le Premier ministre. Avant d'ajouter qu'il est aussi prévu la réhabilitation des centres de santé urbains de Dahiri et de Zégbani, la réhabilitation et le rééquipement des centres de santé ruraux de Dassioko, Lobogrou, Petit-Bondoukou et Yobéri, la construction et l'équipement du centre de santé rural de Grogbalédou

Revenant sur l'équipement routier, Gon Coulibaly a révélé que de 2015 à 2017, plus de 350 kilomètres de route en terre ont été reprofilés. « Au titre de 2018, le programme de reprofilage prend en compte 775 kilomètres de route dans le département de Fresco. La troisième phase de ce programme concernera en 2020, 408 kilomètres dans la région afin de faciliter l'écoulement des produits agricoles et le déplacement des populations », a soutenu l'hôte du Kôyiri ■

G. GABO

● 5 kilomètres de bitume pour Fresco



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a donné le premier coup de pelle des travaux de bitumage... D'ici peu, cette voie non bitumée va recevoir du goudron. (PHOTOS: PORO DAGNAGO)

La ville de Fresco va bénéficier, avant fin 2020, de 5 kilomètres de bitume. Les travaux du projet ont été lancés hier par le Premier ministre, peu avant le meeting qu'il a animé à la place de la préfecture. Le ministre des Infrastructures économiques, Amedé Kouakou, a expliqué que

ce programme permettra d'améliorer la mobilité dans la commune. Le chantier qui va coûter environ 3 milliards de Fcfa concerne trois voies. La première part de la Coopéc au lycée moderne pour une distance de 750 mètres, la deuxième, de l'Église méthodiste à la préfecture pour 1300 mètres, la

dernière longue de plus de 1800 mètres part du lycée au front lagunaire en passant par la mosquée et le campus garçons.

La Côteière transformée en autoroute

A propos de la côteière, le ministre des Infrastructures économiques a souligné que dans le

cadre du programme du gouvernement, cette voie sera transformée en autoroute. « Il y a un pan du projet qui va d'Abidjan à Songon. Les marchés sont en train d'être passés. C'est un financement de la Banque africaine de développement. On a ensuite le tronçon Songon – Dabou – Grand-Lahou,

qui va bénéficier d'un financement chinois. Le contrat a été passé. Les études sont presque achevées. Pour Grand-Lahou – Fresco – Sasandra – San Pedro, on va finir très rapidement les études, de sorte que les travaux puissent démarrer », a fait savoir Amedé Kouakou. Il a précisé que les travaux

du tronçon Songon – Dabou – Grand-Lahou vont démarrer incessamment. Et que les reprofiliages lourds qui ont été faits sur la Côteière vont se poursuivre afin de permettre aux usagers de circuler dans des conditions acceptables, jusqu'à la réalisation de l'autoroute. ■

GERMAIN GABO



● Zakaréko électrifié, 19 autres localités bientôt sous tension

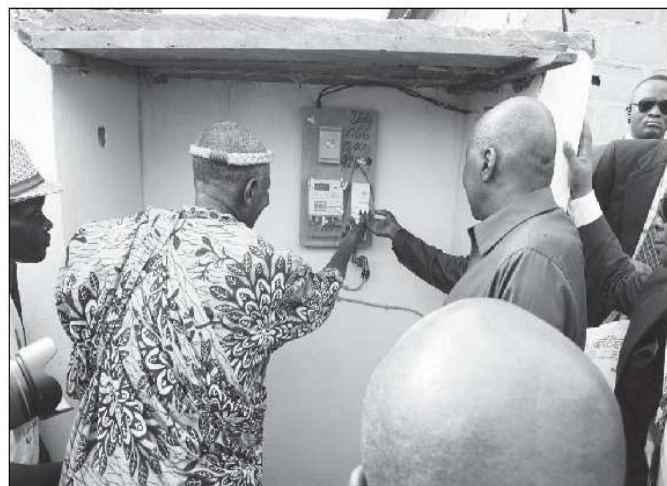


Chaude poignée de main entre le chef du gouvernement et le chef du village de Zakaréko, Raphaël Bogui.

Amadou Gon Coulibaly a mis sous tension, hier en fin d'après-midi, le village de Zakaréko, à la sortie nord de la commune de Fresco. L'acte du Premier ministre marquait également le lancement des travaux d'électrification de 19 localités du département. «

Nous voyons des populations heureuses, qui voient que leurs conditions de vie s'améliorent chaque jour. C'est cela la mission du gouvernement et c'est cela la mission des hommes politiques. La politique, c'est se mettre au service des populations. C'est ce que nous faisons sous

l'autorité du Président Alassane Ouattara », a déclaré le chef du gouvernement après avoir allumé les lampadaires de Zakaréko. Raphaël Bogui, le chef du village bénéficiaire, a dit toute sa reconnaissance aux autorités nationales pour l'acte de haute portée sociale réalisé dans son fief. « Que



Le village de Zakaréko, à la sortie nord de la commune de Fresco, a été connecté au réseau électrique.

Dieu vous guide davantage dans vos actes de développement que vous essayez dans toute la Côte d'Ivoire », a conclu le leader traditionnel. Le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Abdourahmane Cissé, a relevé que la mise sous tension de Zakaréko,

juste après le lancement des travaux d'extension du réseau électrique de Fresco, vient soulager les 4500 habitants de la localité qui, jusque-là, n'avaient pas accès à l'électricité. « Le taux de couverture dans le département de Fresco était de 31,5% en 2011. Conformément au Pro-

gramme social du gouvernement et aux instructions du Président de la République et sous l'autorité du Premier ministre, toutes les localités de Fresco seront électrifiées d'ici fin 2020 », a indiqué Abdourahmane Cissé. ■

G. GABO

Service public de propreté

Anne Ouloto exhorte les opérateurs à redoubler d'efforts

La ministre de l'Assainissement et de la Salubrité a échangé, récemment, avec les dirigeants de l'entreprise Eco Eburnie au Centre d'enfouissement technique d'Anguédedou.



Anne Ouloto a engagé les responsables d'Eco Eburnie à mener leur mission de façon efficiente.

La ministre de l'Assainissement et de la salubrité, Anne Désirée Ouloto, veut que l'an 2020 marque l'envol qualitatif du service public de propreté concédé à Eco Eburnie et à Ecoti Sa, les deux opérateurs de la filière déchets à Abidjan. C'est dans cette optique qu'à la tête d'une forte délégation de son département, la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité (Minass) a rendu visite, le 7 février, aux dirigeants de l'entreprise Eco Eburnie à leurs bureaux au centre d'enfouissement technique (Cet) d'Anguédedou. La représentante du gouvernement a rappelé à ses hôtes leur cahier des charges. Après leur avoir symboliquement remis une copie pour marquer son attachement au respect de son contenu, la ministre a exhorté les responsables d'Eco Eburnie à redoubler d'efforts pour redonner à Abidjan sa propreté et son éclat d'antan. « Vous avez entamé un travail qui est en train de transformer notre capitale économique. Vous

devez poursuivre sur cette lancée », a recommandé

Anne Ouloto à Alvaro Gil, d'Eco Eburnie, et à ses col-

laborateurs. Elle a indiqué que le gouvernement a décidé de jouer à fond sa partition pour garantir la pérennité et la viabilité du projet d'assainissement du grand Abidjan. « L'État a pris des mesures pour sécuriser les ressources afin que vous soyez payés à la bonne date. Il a mis les bouchées doubles. Les choses vont changer », a rassuré Anne Ouloto. Cet engagement du gouvernement, a-t-elle poursuivi, « doit avoir un impact sur le terrain (...). On ne doit plus voir des endroits sales dans les villes, des camions de ramassage

mal entretenus, des bacs débordants d'ordures ». Toujours selon elle, il importe que le personnel d'Eco Eburnie soit à la hauteur de sa mission de propreté et que les poubelles soient régulièrement vidées de leur contenu. « Chacun doit faire son travail. Nous sommes sensibles à vos efforts, mais nous avons promis des résultats aux Ivoiriens. Il n'est pas souhaitable qu'en 2020, on nous interpelle encore pour de petits manquements », a souligné la ministre. Avant d'annoncer que l'accent sera davantage mis, cette

année, sur le changement de comportement des populations. Une campagne de sensibilisation sera bientôt lancée à cet effet. Des comités de suivi du service public de propreté seront également installés. Alvaro Gil a, à son tour, pris l'engagement de conduire avec rigueur sa mission de salubrité publique. « Nous sommes prêts à participer à toutes les étapes de la sensibilisation et à mettre en commun nos stratégies de gestion des déchets de l'agglomération abidjanaise », a-t-il indiqué.

GERMAIN GABO

Développement urbain

La Côte d'Ivoire s'inspire du modèle belge

La Côte d'Ivoire met un point d'honneur à assurer sa transition d'une économie informelle à une économie formelle. Aussi, conformément à la recommandation 204 de l'Organisation internationale du travail (Oit), le pays-t-il formulé, en lien avec les acteurs concernés, et avec l'appui du Bureau International du Travail (Bit), une Stratégie nationale intégrée de Transition vers l'Économie Formelle (Snit-ef). La restitution de ce document a fait l'objet d'un atelier présidé par le ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale Pascal Abinan le 12 février, à la maison de l'entreprise au Plateau. L'atelier visait la présentation des grands axes de cette stratégie en vue de son adoption définitive par toutes les parties prenantes, et la feuille de route pour sa mise en œuvre.



Le ministre Pascal Abinan a réaffirmé l'engagement du gouvernement à favoriser la transition vers une migration formelle de son économie.

« Les résultats des différentes enquêtes-emploi indiquent que 9 emplois sur 10 sont informels dans notre pays. Cette prédominance nous interpelle tous sur le principal défi de l'emploi en Côte d'Ivoire qui demeure la qualité des emplois », a indiqué Pascal Abinan. En effet, comme l'a rappelé Franck Dogoh le directeur général de l'emploi, « Les emplois informels sont par définition vulnérables et non protégés ». Une situation qui met en lumière selon lui, la nécessité pour la Côte d'Ivoire d'accélérer le processus transformation structurelle de son économie. Ce, afin de favoriser la productivité et la création d'emplois de qualité, en vue d'offrir aux populations de meilleures conditions de vie. Une vision à laquelle adhèrent les acteurs du secteur privé, à en

croire Stéphane Aka Anghui, le directeur exécutif de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (Cecgi). « Une grande partie du secteur informel se pose en concurrent déloyal du secteur formel », a-t-il fait observer. Présente à la cérémonie, Sophie de Coninck, directeur par intérim de la représentation ivoirienne de l'Organisation internationale du Travail (Oit), adressé de vives félicitations à l'État de Côte d'Ivoire. « Après l'adoption en 2015 de la recommandation 204 de l'Oit sur la transition vers l'économie formelle, la Côte d'Ivoire, dans la recherche d'une croissance plus inclusive a été l'un des premiers pays à prendre un engagement fort pour la mise en œuvre de cette initiative », a-t-elle confié.

DRAMOUS YÉTI

BELLE OPPORTUNITÉ À SAISIR !

EBIMPE

Terrain constructible 30 ha avec ACD, périphérie d'Abidjan idéal pour lotissement ou usage industriel

Prix exceptionnel !

NOUS CONSULTER



CONTACTS : 21 59 42 38 / 43 98 46 46
infos@carre-premium.com
www.carre-premium.com

AVIS D'ENQUÊTE DE COMMODO ET INCOMMODO

Le Maire de la Commune de Grand-Béréby a l'honneur de porter à la connaissance du public, qu'une enquête de Commodo et Incommodo d'une durée de trente (30) jours, allant du jeudi 16 janvier 2020 au 14 février 2020 inclus, est ouverte dans les locaux des services techniques de la Mairie de Grand-Béréby, au sujet d'une parcelle de 117 ha 11 a 45 ca, appartenant aux propriétaires terriens du village de Gboupé, représentés par Monsieur HINON Yao Paul, Chef dudit village.

cette parcelle est délimitée :

- Au Nord par la rivière Néro et le ruisseau Nésou ;
- Au Sud par l'Océan Atlantique ;
- À l'Est par les plantations de Messieurs DJIRIKA Tabio Elvis, SARRE Hié Emmanuel et HINON Yao Paul ;
- À l'Ouest par l'ancien lotissement du village de Gboupé ;

Monsieur GNEPO Toto André, Agent Technique aux Services Techniques de la Mairie de Grand-Béréby, nommé Commissaire-Enquêteur par arrêté n°2020-003/CGBYS du 13 janvier 2020 de Monsieur le Maire de la Commune de Grand-Béréby, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les oppositions, réclamations et observations qui pourraient être faites et ce, tous les jours ouvrables aux heures réglementaires, aux bureaux des services Techniques de la Mairie de Grand-Béréby, ou un registre est ouvert à cet effet.

Fait à Grand-Béréby, le 13 janvier 2020

P. le Maire & P.I

NEMLIN Gnepo

Le 1^{er} Adjoint au Maire

AVIS DE RECRUTEMENT

L'AMBAassade DES ETATS -UNIS
<https://ci.usembassy.gov/jobs>

Recherche pour son Service Medical le profil suivant :

UN MEDECIN

Date de clôture : lundi 17 février 2020

Merci de consulter le site Internet de l'Ambassade :
<https://ci.usembassy.gov/jobs> pour plus d'informations.

IMPORTANT : La compétence linguistique des candidats sera vérifiée par un test d'anglais.

Programme de formation en gestion de la politique économique Les auditeurs de la 19^e promotion ont reçu leurs diplômes

La ministre du Plan et du Développement, Nialé Kaba a présidé la cérémonie de remise de parchemins, à l'université Houphouët-Boigny de Cocody

Les 38 auditeurs – 31 en présentiel et 7 en ligne, de six nationalités différentes – de la session 2019 du Programme de formation en gestion de la politique économique (Gpe) ont reçu hier leurs diplômes au cours d'une cérémonie organisée à cet effet à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, sous la présidence de la ministre du Plan et du Développement, Nialé Kaba. A l'occasion, Nialé Kaba a souligné que « l'essor du capital humain s'impose aujourd'hui comme le principal levier de compétitivité de l'économie, de l'innovation et de l'amélioration du bien-être des populations ». C'est pourquoi l'Afrique doit plus que jamais se doter de ressources humaines de qualité, capables de concevoir, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer des politiques économiques cohérentes, afin



Nialé Kaba a félicité le corps enseignant et invité les récipiendaires à tirer le meilleur parti des connaissances apprises. (PH: DR)

de garantir aux populations un mieux-être durable, selon la ministre. A en croire Nialé Kaba, la Côte d'Ivoire formule la vision de développement d'une puissance industrielle

épaulée par une puissance éducative à l'horizon 2040. Selon elle, c'est tout l'objet de l'appui aux programmes de formation que constitue le 2e axe stratégique du Plan

national de développement (Pnd 2016-2020). D'où les importants moyens déployés par le gouvernement dans les infrastructures universitaires pour réaliser l'ambition du

Président de la République en matière de mise à disposition de leurs compétences. La ministre du Plan et du Développement a souligné que le Gpe qui a déjà formé 660 auditeurs, devra jouer un rôle important dans la réalisation de ce projet. Nialé Kaba n'a

pas manqué de féliciter le Pr Abou Karamoko, président de l'Université FHB de Cocody, par ailleurs président du comité directeur du Gpe et le Pr Mama Ouattara, directeur du Programme du Gpe ■

ABOUBAKAR BAMBA

Coopération économique à Istanbul Une cinquantaine d'entreprises ivoiriennes en prospection



Les chefs d'entreprises turques ont eu des rencontres d'échange avec leurs homologues ivoiriens en prélude au forum ivoiro-turc d'Istanbul. (PH: DR)

Du 21 au 28 mars, à l'initiative d'un groupe d'entrepreneurs ivoiriens résidant en Turquie, se tiendra le premier forum économique et d'investissement ivoiro-turc d'Istanbul. Ont annoncé les organisateurs, le 6 février, à la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-Ci). Une cinquantaine d'entreprises ivoiriennes exerçant dans divers secteurs prendront part à cette rencontre dont l'objectif est d'établir des contrats d'affaires entre entreprises ivoiriennes et entreprises turques. Ce, selon les organisateurs, dans la perspective d'offrir de nouvelles opportunités et de nouveaux marchés aux entreprises ivoiriennes. Dix domaines d'activités sont ciblés allant de l'industrie agro-alimentaire au textile en passant par la construction, l'automobile et les finances etc. En prélude à ce business forum, des hommes d'affaires turcs séduits par les belles performances que la Côte d'Ivoire enregistre ces dernières années, ont effectué une mission de prospection à Abidjan, la semaine dernière. Histoire d'explorer les opportunités d'investissement qu'offre le marché ivoirien.

Ces chefs d'entreprises turcs sont tous issus du Centre des investissements étrangers d'Istanbul dont le président a effectué le déplacement. Ils ont été accueillis à la Chambre de commerce où ils ont eu une réunion technique pour la préparation du forum d'Istanbul. A cette occasion, Maguiraga Bakary, vice-président de la Cci-Ci, qui présidait la séance, a vivement salué l'initiative et encouragé les entreprises turques à privilégier la destination Côte d'Ivoire. Il a aussi assuré de la pleine disposition de l'institution consulaire à accompagner cette initiative.

Les relations diplomatiques entre la Côte d'Ivoire et la Turquie connaissent leurs plus beaux jours ces dernières années. Les Chefs d'État ivoiriens et turcs ont tous les deux manifesté leur intérêt de renforcer ces relations sur tous les plans, notamment par des visites d'État de part et d'autre en 2015 et en 2016. Les Turcs sont déjà présents en Côte d'Ivoire, particulièrement dans les secteurs de la construction, la sécurité, l'énergie et les télécommunications. De plus en plus, les entreprises ivoiriennes privilégient la destination turque et vice-versa ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

Construction, logement et urbanisme Bruno Koné appelle ses collaborateurs à plus de professionnalisme

Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Nabagné Koné, a appelé hier l'ensemble de ses collaborateurs à davantage de professionnalisme. C'était lors d'une visite des antennes de son département ministériel à Cocody et Grand-Bassam. « Nous sommes venus rappeler à tous que nous devons être à la disposition des populations. Notre rôle, c'est de faciliter la vie à l'usager de nos services. Nous avons insisté sur la nécessité pour chacun d'être plus rigoureux, ouvert et d'accueillir de la meilleure façon l'usager en lui apportant tout ce qu'il vient chercher », a déclaré le ministre. Bruno Koné entendait aussi toucher du doigt les besoins de ses équipes sur le terrain, afin de les doter de moyens adéquats pour plus d'efficacité dans l'accomplissement de leur mission. « Nous ferons la nécessaire pour permettre à nos agents de jouer pleinement leur rôle en général et pour les amener à participer efficacement à l'animation de la plateforme collaborative que nous sommes en train de mettre en place avec d'autres démembrements de l'administration publique intervenant dans le domaine qui est le nôtre »,



Le ministre de la Construction et de l'Urbanisme a eu des échanges francs et constructifs avec ses collaborateurs. (PH: DR)

a-t-il expliqué. Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme a fait savoir que la visite des deux antennes avait également pour but de s'assurer que l'ensemble des structures et des agents sont au même niveau d'information relative aux nouvelles normes édictées en rapport avec les activités du maroquin qu'il dirige. « Nous sommes venus nous assurer que nous avons la même compréhension de nos missions. Vous savez qu'il y a un grand nombre de réformes qui ont été faites et qui améliorent grandement

la gestion que nous pouvons faire des questions qui nous concernent, pour que notre action soit plus efficace », a-t-il fait savoir. Il s'agit notamment de la loi n°2019-576 du 26 juin 2019 instituant code de la construction et de l'habitat.

De l'urbanisation anarchique à Grand-Bassam

En outre, Bruno Koné a indiqué avoir abordé avec les autorités préfectorales et communales de Grand-Bassam la question du non-respect des normes d'urbanisme et de construction dans la cité.

Présentant la situation dans cette localité, il a dit : « Chacun peut voir que cet environnement pose problème. Nous avons un grand nombre d'occupations anarchiques, de constructions sans autorisation, le non-respect des plans directeurs d'urbanisme ». Le ministre a discuté avec ses hôtes de la possibilité d'accentuer les contrôles et de sanctionner - dans le cadre des normes en vigueur - quand cela s'avère nécessaire. Bruno Koné a rappelé que la finalité de toutes ces actions, « c'est d'améliorer les conditions de vie des populations ». Et que « rien n'est fait contre les populations ». En réponse, le maire de Grand-Bassam, Jean-Louis Moulot, a exprimé la disponibilité de la municipalité à travailler en étroite collaboration avec le ministère pour l'atteinte des objectifs évoqués par le ministre. Le premier magistrat de la commune de Grand-Bassam, par ailleurs expert en aménagement urbain, a émis l'idée de penser à la construction de cités administratives locales à l'intérieur du pays, afin de mieux exploiter le foncier qui a pris de la valeur et dont l'utilisation ne se fait pas de manière efficiente ■

A. BAMBA

Pôles économiques compétitifs

Le potentiel de la zone géoéconomique Sud-Est présenté aux investisseurs

Pendant trois jours, un atelier a réuni à la Chambre de commerce et d'industrie État, investisseurs et responsables locaux.

La Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-Ci) abrite depuis hier – et ce pour trois jours – un atelier de présentation au secteur privé des opportunités d'investissement issues du Programme des Pôles économiques compétitifs (Pec)

pour ce qui concerne la zone géoéconomique Sud-Est. Représentant la ministre du Plan et du Développement, Joseph N'grouma Tano, directeur de cabinet adjoint, a invité les chefs d'entreprise et les responsables locaux à explorer toutes les opportunités d'affaires. Mais égale-

ment à en rechercher toutes les possibilités de mise en œuvre pour donner le coup d'accélérateur souhaité par le Président de la République pour le développement local à partir du potentiel et des besoins de chaque zone. Joseph N'grouma Tano a indiqué que c'est l'occasion pour les responsables de pouvoir mettre en place depuis longtemps. Le pays ayant tiré les leçons de la mise en œuvre de plusieurs politiques de cette envergure dont l'Autorité pour l'aménagement de la région du sud-ouest (Arso), un programme d'aménagement du territoire et de développement régional réalisé de 1969 à 1980.

Dans son exposé de cadrage des échanges, Allou Saraka Koffi André, directeur général de l'aménagement du territoire, du développement régional et local, a indiqué que 1975 projets majeurs ont été identifiés pour un investissement global d'environ 27 436 milliards de FCfa, pour générer plus de 931 395 emplois. Allou Saraka Koffi André a assuré les investisseurs et les responsables régionaux et locaux de l'assistance du ministère pour accompagner les échanges et apporter les appuis nécessaires afin de permettre aux différentes parties de tirer le meilleur des opportunités qui s'offrent à elles. Pour sa part, Vassiliki Konaté, vice-président représentant le président de la Cci-Ci, a exprimé toute la disponibilité de son institution à faire en sorte que les chefs d'entreprise s'intéressent de près aux opportunités d'affaires dans l'ensemble de la zone géoéconomique Sud-Est en mettant à leur disposition le dispositif – notamment fiscal – élaboré par le gouvernement pour les inciter à exercer leurs activités à l'intérieur du pays. La cérémonie a enregistré la participation d'Auguste Kouakou Akandi, conseiller municipal représentant le maire du Plateau ■



N'Grouma Tano (au centre) a invité les chefs d'entreprises et les responsables locaux à explorer toutes les opportunités d'affaires. (PH : DR)



République de Côte d'Ivoire

PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN

CRÉDIT IDA n°5921-CI



FINANCEMENT IDA



AVIS DE RESULTATS DE LA DEMANDE DE PROPOSITION DP N° 11/PREMU/2019 RELATIF À L'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS D'ENGAGEMENT CITOYEN DANS LE CADRE DU PREMU À AGBOVILLE, BINGERVILLE, TIASSALE, N'DOUCI, N'ZIANOUAN (ZONE SUD)

Objet de la Demande de Propositions : Appui à la mise en œuvre des activités d'engagement citoyen dans le cadre du PREMU à Agboville, Bingerville, Tiassalé, N'douci, n'Zianouan (Zone Sud)

Méthode de sélection : Sélection Fondée sur la Qualité (SFQ)

Durée du contrat : douze (12) mois

1. Attributaire :

Nom : Groupement ONG APLOMD / ONG 2 ACS / ONG ORPHAN'S HOPE CÔTE D'IVOIRE

Adresse (Mandataire) : 08 BP 3336 Abidjan 08

Prix de l'offre (lu publiquement) : 181 837 500 HT

Prix de l'offre après négociation : 125 670 000 FCFA HT

Prix du contrat : 125 670 000 FCFA HT

2. Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées

Classement	Adresse	Consultants/ONG	Score Total (/ 100)
1 ^{er}	08 BP 3336 Abidjan 08	Groupement ONG APLOMD / ONG 2 ACS / ONG ORPHAN'S HOPE COTE D'IVOIRE	93,00
2 ^{ème}	27 BP 403 Abidjan 27	SONET CI Sarl	90,00
3 ^{ème}	06 BP 1214 Abidjan 06	Groupement AFRICA GLOBAL INTERNATIONAL / ODDDES	85,00
3 ^e ex	09 BP 3040 Abidjan 09	PROMAK AFRIC	85,00
3 ^e ex	01 BP 5720 Abidjan 01	IVOIRE CONSEIL INTERNATIONAL	85,00
6 ^{ème}	198 chemin d'Avignon, 84470 Châteauneuf de Gadagne, France	Groupement HYDROCONSEIL / OIDEL	84,00

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter
Cellule de Coordination du Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain sise aux II Plateaux-Vallon Cité LEMANIA lot n°1802,
Code postal : 08 BP 2346 ABIDJAN 08- Côte d'Ivoire
Numéro Tél : (225) 22409090/91 – Fax : (225) 22 41 35 59

AVIS AUX LECTEURS

Vous êtes victimes d'abus, de vol ou d'escroquerie. Vous êtes témoin d'un accident, d'un braquage ou d'un fait insolite, appelez les faits divers de Fraternité Matin au 20 30 60 00 / 20 37 06 66 05 87 12 94 / 07 35 38 65 Email : marc.yevou@fratmat.info

Lutte contre les accidents impliquant les taxis-compteurs

La Matca annonce des actions de sensibilisation

Les accidents de la circulation, le cas des taxis-compteurs étaient l'un des sujets au menu d'un déjeuner de presse, organisé hier mercredi 12 février, à la bourse du travail à Treichville, par le directeur général de la mutuelle d'assurances des taxis-compteurs d'Abidjan. Ousmane Elie Guédou a souligné que les accidents de la circulation, au sujet des taxis compteurs, sont de plus en plus fréquents. Faisant de nombreuses victimes, « Les

accidents de taxis compteurs sont un réel problème pour la Matca. Il ne se passe plus un seul jour sans qu'un accident de taxi compteur ne soit enregistré. Évidemment, cela représente un poids énorme pour la mutuelle, puisque nous sommes tenus de faire face au sinistre », a-t-il indiqué. Comme solutions à ce problème, le directeur général de la Matca a décidé d'initier quelques actions d'envergure. Notamment, les affichages dynamiques en vue de sensibiliser les chauffeurs.

« Nous envisageons aussi de créer une radio de proximité pour la sensibilisation et d'instaurer des primes d'encouragement pour les chauffeurs qui ne feront pas d'accident. Notre objectif, c'est de faire en sorte de réduire les accidents de taxis

compteurs. Et nous mettrons tout en œuvre pour y parvenir », a-t-il poursuivi. Selon le Dg de la Matca, le nombre de taxis compteurs enregistrés à ce jour est de 20 000 contre 9 000 en 2011. Ousmane Guédou s'est aussi félicité des performances enregistrées

par la Matca depuis qu'il est à sa tête. « Les chiffres enregistrés par la Matca sont très bons. Mais nous ne les communiquerons qu'au cours de la prochaine assemblée générale. A ce jour, la Matca est la troisième compagnie certifiée en Côte d'Ivoire. Le

certificat est un pas de géant. C'est la preuve que la Matca a retrouvé sa stabilité. Et se veut désormais une entreprise moderne et modèle », a-t-il affirmé ■

CASIMIR DJEZOU

Renforcement de capacités

Des officiers marins et inspecteurs de pêche en formation à l'Arstm

Une vingtaine d'inspecteurs des pêches, officiers de marine, agents des administrations en charge de la pêche, provenant de 12 pays du golfe de Guinée bénéficient, depuis hier d'un stage de formation de cinq jours dans les locaux de l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer (l'Arstm), à Yopougon.

Intégré par l'Institut de sécurité maritime interrégionale (Isimi), logé au sein de l'Arstm, en partenariat avec la coopération de sécurité et de défense française, ce stage est le deuxième du genre, après celui de l'année dernière. Il a pour objectif de contribuer à la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (pêche Inn), dans le golfe de Guinée. Au cours de la séance inaugurale de cette formation, le commandant Abé Aké Lazare, directeur de l'Isimi, a indiqué que ce deuxième stage sur la lutte contre la pêche Inn, qui se veut d'un niveau plus approfondi par rapport au stage de l'année dernière, a été financé par la France, partenaire clé de son institut, à travers le programme d'appui à l'action de l'État en mer (Aem) dans les pays du golfe de Guinée.

« La pêche illégale, non déclarée et non réglementée est un grave problème mondial qui s'est développé ces 20 dernières années. C'est l'un des principaux obstacles à la gestion durable des pêches », a-t-il affirmé. Selon le directeur de l'Isimi, sur une réserve de plus d'un million de tonnes dans le golfe de Guinée, la pêche Inn représente 37% des captures de ladite zone. Ce qui engendre un coût de 1,3 milliard de dollars par année. « La pêche Inn constitue un enchevêtrement complexe d'actions et d'organes ne se limitant pas à la pêche illégale, mais également au fret, à la trans-

formation, au débarquement, à la vente et à la distribution de poissons et de produits halieutiques. Elle a pour conséquence, la perte importante de revenus, notamment pour des pays parmi les plus pauvres au monde. La menace de la survie des communautés côtières dans les pays en développement ; l'épuisement des stocks de poissons dans le monde entier faisant obstacle aux initiatives de préservation et de reconstitution des réserves », a-t-il poursuivi.

Un défi important

Dans le même sens, l'administrateur en chef des affaires maritimes, Guillaume de Beauregard, coordonnateur régional de « Action de l'État en mer dans les pays du golfe de Guinée », a indiqué que la coopération française a décidé de mettre l'accent sur le thème de la pêche Inn pour plusieurs raisons : « D'après les experts, le golfe de Guinée est l'une des zones les plus poissonneuses du monde, mais aussi l'une des zones les plus touchées par le phénomène de la pêche Inn. Plus de 50% des ressources halieutiques de la zone côtière allant du Sénégal au Nigeria ont déjà été surexploitées. On estime que la pêche illégale dans le golfe de Guinée représente entre un tiers et la moitié des prises régionales totales ». Conséquence de ce diagnostic, dira-t-il, le manque à gagner est énorme pour les populations des États riverains. « L'Union européenne estime ces pertes à hauteur de 1,5 milliard d'euros. La réponse répressive qui devrait y être apportée dépasse les capacités et la compétence en matière d'enquête et de poursuites de la plupart des autorités nationales chargées des pêches ■

CASIMIR DJEZOU



République de Côte d'Ivoire

PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN

Crédit IDA N°5921-CI



FINANCEMENT IDA

AVIS DE RESULTATS DE LA DEMANDE DE PROPOSITION DP N° 12/PREMU/2019 RELATIF À L'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES D'ENGAGEMENT CITOYEN DANS LE CADRE DU PREMU A BEOUMI (ZONE CENTRE)

Objet de la Demande de Propositions : Appui à la mise en œuvre des activités d'engagement citoyen dans le cadre du PREMU à Béoumi (Zone Centre)

Méthode de sélection : Sélection Fondée sur la Qualité (SFQ)

Durée du contrat : douze (12) mois

1. Attributaire :

Nom : SONET-CI
Adresse (Mandataire) : 27 BP 403 Abidjan 27
Prix de l'offre (lu publiquement) : 99 850 000 HT
Prix de l'offre après négociation : 95 110 000 FCFA HT
Prix du contrat : 95 110 000 FCFA HT

2. Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées

Classement	Adresse	Consultants/ONG	Score Total (/ 100)
1 ^{er}	27 BP 403 Abidjan 27	SONET CI Sarl	90,00
2 ^{ème}	20 BP 1465 Abidjan 20	Groupeement QSE Conseil / EAA COTE D'IVOIRE	86,67
3 ^{ème}	198 chemin d'Avignon, 84470 Châteauneuf de Gadagne, France	Groupeement HYDROCONSEIL / OIDEL	84,00
3 ^{è ex}	01 BP 5720 Abidjan 01	Groupeement IVOIRE CONSEIL INTERNATIONAL / MUDEZA	84,00
3 ^{è ex}	09 BP 3040 Abidjan 09	PROMAK AFRIC	80,00

3. Soumissionnaire n'ayant pas déposé de plis

L'ONG ODAFEM.

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter

Cellule de Coordination du Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable Milieu Urbain

sise aux II Plateaux-Vallon Cité LEMANIA lot n°1802,
Code postal : 08 BP 2346 ABIDJAN 08- Côte d'Ivoire
Numéro Tél : (225) 22409090/91 – Fax : (225) 22 41 35 59

Responsabilité sociétale des entreprises

Bondoukou Manganèse se félicite d'avoir investi 200 millions de F Cfa

Si en 2017 et 2018, Bondoukou Manganèse a réalisé de gros investissements en vue d'augmenter sa capacité de production, l'entreprise minière génère depuis lors « de bons résultats et qui profitent à tous ». Ainsi pouvait se féliciter le

directeur des affaires administratives et financières de la société, Manik Guru, qui a animé un point-press, le 3 février, à Abidjan-Plateau,

au siège de l'entreprise. « Depuis ces investissements, notre société n'a jamais fait de perte et a connu une tendance à la



Manik Guru, directeur des affaires administratives et financières de Bondoukou Manganèse, a fait le bilan des actions sociales de l'entreprise minière. (PH : DR)

hausse en termes de chiffre d'affaires et de rentabilité. De plus, l'entreprise a déjà commencé la construction d'une usine d'enrichissement qui a le double de la capacité de l'usine existante et sera unique en son genre en termes de technologie. En 2019, nous avons fait un bénéfice de plus d'un milliard de F Cfa », a-t-il soutenu. Et de préciser que : « Dans l'ensemble de ce processus et des activités menées, le développement local et le renforcement des capacités ont toujours été un domaine d'intérêt majeur pour nous. Grâce à ces activités, l'entreprise a déjà contribué à hauteur de 198 millions de F Cfa au développement communautaire et au développement local minier. Ce montant a servi à développer 14 villages dans la région. Il faut aussi noter la formation des jeunes et des femmes des localités environnantes, qui va s'intensifier les prochaines années ». Donnant les détails de cette contribution au développement communautaire, Manik Guru a cité la construction et la réhabilitation de plusieurs écoles, de châteaux d'eau, la construction de logements pour les enseignants des écoles primaires, le développement d'infrastructures routières et des installations d'eau

potable, et quelques projets à venir. Bondoukou Manganèse est une société anonyme de droit ivoirien qui est en phase d'exploitation d'un gisement de manganèse dans le département de Bondoukou, dans l'Est ivoirien. Elle a obtenu son permis d'exploitation en octobre 2010 et l'a renouvelé en février 2018. L'entreprise minière est détenue à 10% par l'État de Côte d'Ivoire avec un conseil d'administration comprenant des membres des cabinets de ministères en charge des Mines et du ministère en charge du Budget. Depuis quelques jours, la société est citée par un confrère dans une affaire de fraude fiscale. Des allégations que Manik Guru a vivement contestées pendant le point de presse. « L'État de Côte d'Ivoire détient une participation de 10% des actions de la société. L'entreprise a son conseil d'administration qui comprend des membres du cabinet de deux ministères, pour justement surveiller les activités de l'entreprise et aider à son bon fonctionnement, conformément à la loi minière, fiscale et sociale en vigueur en Côte d'Ivoire », a-t-il expliqué. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN



MINISTÈRE DE
L'HYDRAULIQUE

République de Côte d'Ivoire

PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN

CRÉDIT IDA n°5921-CI



BANQUE MONDIALE



FINANCEMENT IDA

AVIS DE RESULTATS DE LA DEMANDE DE PROPOSITION DP N° 13/PREMU/2019 RELATIF À L'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS D'ENGAGEMENT CITOYEN DANS LE CADRE DU PREMU À KORHOGO ET FERKESSEDougou (ZONE NORD)

Objet de la Demande de Propositions : Appui à la mise en œuvre des activités d'engagement citoyen dans le cadre du PREMU à Korhogo et Ferkessedougou (Zone Nord)

Méthode de sélection : Sélection Fondée sur la Qualité (SFQ)

Durée du contrat : douze (12) mois

1. Attributaire :

Nom : **Groupement IVOIRE CONSEIL INTERNATIONAL / MUDEZA**
Adresse (Mandataire) : **01 BP 5720 Abidjan 01**
Prix de l'offre (lu publiquement) : **167 100 000 HT**
Prix de l'offre après négociation : **122 887 500 FCFA HT**
Prix du contrat : **122 887 500 FCFA HT**

2. Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées

Classement	Adresse	Consultants/ONG	Score Total (/ 100)	Commentaire
1 ^{er}	198 chemin d'Avignon, 84470 Châteauneuf de Gadagne, France	Groupement HYDROCONSEIL / OIDEL	84,00	Négociation non aboutie
1 ^{er} EX	01 BP 5720 Abidjan 01	Groupement IVOIRE CONSEIL INTERNATIONAL / MUDEZA	84,00	RAS
3 ^{ème}	Angré 8 ^e Tranche carrefour prière - Abidjan	ACTION CONTRE LA FAIM	82,33	RAS
4 ^{ème}	09 BP 3040 Abidjan 09	PROMAK AFRIC	81,17	RAS
5 ^{ème}	BP 283 Abidjan	GENERATION FEMME DU 3 ^{ème} MILLENAIRE (GFM3)	76,33	RAS
6 ^{ème}	27 BP 904 Abidjan 27	ONG ODAFEM	67,33	RAS

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter
Cellule de Coordination du Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain sise aux Il Plateaux-Vallon Cité LEMANIA lot n°1802,
Code postal : 08 BP 2346 ABIDJAN 08- Côte d'Ivoire
Numéro Tél : (225) 22409090/91 – Fax : (225) 22 41 35 59

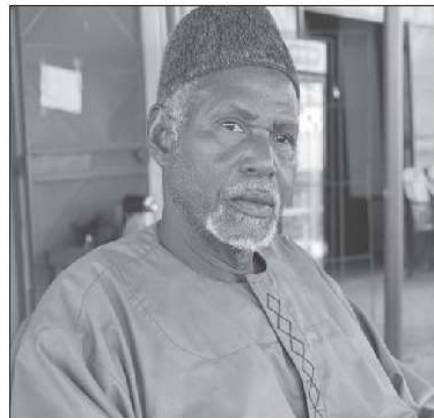
Foulabougou (Tengrela)

Un village malien en plein territoire ivoirien

Depuis 1963, des Peulhs venus du Mali ont fondé un village à quelques kilomètres de Tengrela, tout en restant Maliens.



Le drapeau ivoirien trône sur le village. (PHS: BLEDSON MATHIEU)



M. Guindo Seini, consul du Mali à Tengrela.

Foulabougou ? « Ce n'est pas loin ». A Tengrela, tout le monde connaît Foulabougou. Un village assez particulier. Un village de Peulhs,

un village...malien en Côte d'Ivoire. Foulabou est situé à moins de dix kilomètres de Tengrela, qui n'est cependant pas son chef-lieu de dé-

partement. Parce qu'aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce village situé à trente kilomètres de la frontière avec le Mali et en plein territoire ivoirien est malien.

Nous y allons en compagnie de Guindo Seini, qui fait office de consul du Mali à Tengrela. L'homme est habitué au village. Il multiplie les rencontres avec toute la communauté malienne aux frontières. « Nous demandons à nos ressortissants de faire attention, des fois où il y aurait des infiltrations. »

Il veille au grain sur tout ce qui pourrait avoir un lien avec les djihadistes qui sévissent au Mali. À l'entrée de Foulabougou, trône le drapeau ivoirien. C'est le mat de l'école primaire publique que le Conseil régional de la

Bagoué a fini par construire. L'État ivoirien a aussi électrifié le village. Alors qu'est-ce qui n'est pas ivoirien ici ? « La population. Tous ceux qui habitent ici sont Maliens », nous dit le consul.

Nous sommes accueillis par le chef du village qui réunit rapidement sa notabilité composée essentiellement d'hommes nés avant 1963, date de naissance du village. « Nous sommes tous des Maliens ici. Certains sont arrivés ici en transitant par le Burkina Faso mais il n'y a pas d'autres nationalités ici ».

À Foulabougou, pas de bureau de vote. Pas de représentant de partis politiques ivoiriens. L'autorité administrative s'adresse à la population par l'entremise du consul.

Depuis quelques années, la population veut bien intégrer définitivement le pays. À commencer par l'acquisition de la nationalité. « Nous sommes ici depuis plus de cinquante ans. On ne peut plus retourner au Mali. On veut devenir Ivoiriens ». Pour l'instant, les démarches entreprises par la notabilité n'ont pas encore abouti à la naturalisation.

Le quotidien à Foulabougou ? C'est le quotidien normal d'un village de Peulhs. Élevage essentiellement. La communauté n'entretient aucun rapport particulier avec les villages sénoufo qui l'entourent. Cependant, aucune animosité particulière n'existe dans la zone ■

BLEDSON MATHIEU,
ENVOYÉ SPÉCIAL DANS LA
BAGOUÉ

Une histoire de marabout et de Sidibé

Depuis 1963, nous sommes là. » L'auteur des propos a pour prénom Mamadou. Son nom de famille ? Sidibé. Comme tout le monde dans le village. Parce que justement à Foulabougou, tout le monde est Sidibé.

Au départ, un Sidibé venu du centre du Mali. Il était marabout. « Le fondateur du village travaillait pour le compte d'un riche homme d'affaires installé au centre-ouest du pays », raconte le chef.

Ce marabout repartait régulièrement sur ses terres natales pour « préparer ses médicaments et approfondir ses consultations. » À l'époque, les moyens de déplacement et les routes n'étaient pas aussi développés qu'aujourd'hui. « Ses voyages prenaient donc beaucoup de temps ».



Sidibé Mamadou, chef : « Nous vivons en harmonie avec nos frères ivoiriens. »

Finalement, le marabout trouva à Tengrela une terre et un climat similaires à ses terres natales. Ainsi naquit le village. Un village de Peulhs où on parle donc le pular, leur langue. Foulabougou vient de là. Un village qui gardera ses liens

avec le Mali natal, parce que le fondateur est en même temps héritier d'une confrérie bien implantée au centre du Mali. Les populations locales ont accepté ce village expert en élevage. ■

B. MATHIEU



Les populations de Foulabougou veulent devenir Ivoiriens. (Photos Bledson Mathieu)

Recrutement de 6 000 apprenants par apprentissage Brice Kouassi invite les chefs d'établissement à recevoir toutes les candidatures

Pour la réussite de l'opération, tous les directeurs départementaux et régionaux se sont retrouvés pour s'accorder avec la tutelle sur la conduite à tenir.

Le secrétaire d'État chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Brice Kouassi, a invité le 12 février les directeurs régionaux, départementaux, les responsables d'unités mobiles des établissements sous sa tutelle à recevoir tous les adolescents ayant au moins 14 ans désireux d'apprendre des métiers. S'adressant à ces chefs d'établissement au lycée technique d'Abidjan, il leur a fait savoir que le gouvernement a lancé le recrutement exceptionnel de six mille apprenants au travers le programme Emploi jeunes. Et ce, dans le cadre du Programme social du gouvernement. Sur cet effectif, cinq mille seront formés pour l'obtention du certificat de qualification professionnelle (Cqp) et mille autres pour obtenir le Certificat d'apprentis-



Les responsables de l'Enseignement technique et la Formation professionnelle sont mobilisés autour de ce projet.

sage professionnel (Cap). Selon Brice Kouassi, « les centres de formation doivent être des guichets de réception de toutes les candida-

tures, même s'ils ne sont pas spécialisés dans la formation souhaitée par l'apprenant, durant la période de recrutement ». Car, face au pro-

blème d'emploi, le secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, a-t-il estimé, a un rôle déterminant à jouer pour la

réorientation des jeunes. C'est dans cette logique, a expliqué le secrétaire d'État, que le gouvernement a lancé un vaste programme de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements de formation professionnelle. Afin de résoudre la question du manque de structures adéquates. Tout cela devrait permettre, en fin de compte, de « mettre sur le marché des spécialistes des métiers ».

Par ailleurs, Brice Kouassi compte mettre en place des incubateurs dans toutes les 76 structures sous sa tutelle, réparties à travers le pays. « A partir de ces incubateurs, nous pourrions mettre à la disposition du pays deux types de techniciens. Le premier sera des industriels qui assureront la relève dans nos entreprises publiques et privées et le second type, des entrepreneurs qui pourront monter

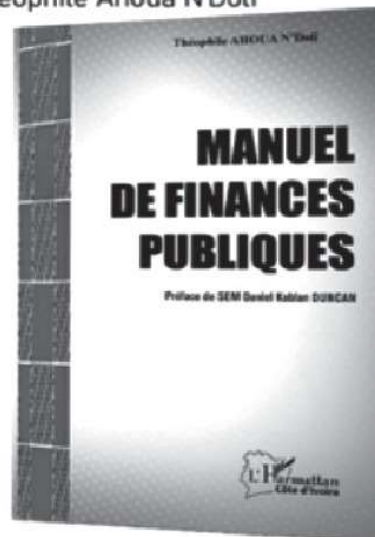
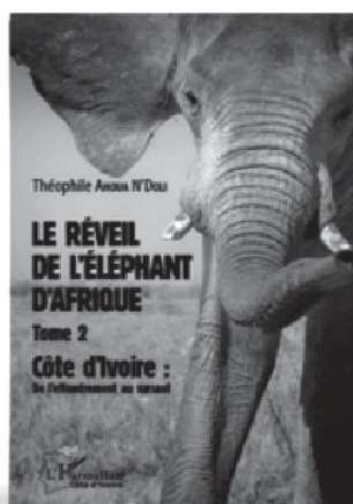
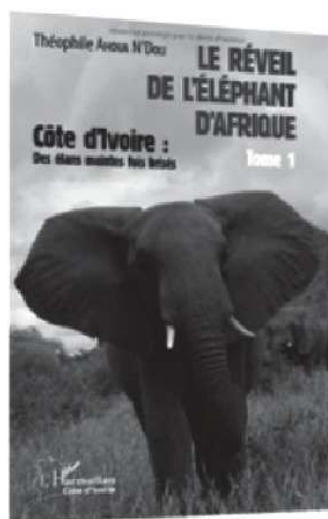
leurs propres business et devenir les champions de notre économie », explique-t-il. Le secrétaire d'État invite donc ses collaborateurs à travailler avec abnégation, dans un esprit de créativité et de responsabilité afin de faire de ce projet une réussite. Brice Kouassi n'a pas manqué de leur demander d'user de tous les canaux dont ils disposent pour communiquer sur les opportunités des filières de formation parce qu'elles ne sont pas bien vulgarisées. « Tant que nos enfants ne sauront pas qu'en apprenant la mécanique, ils sortiront comme des mécaniciens industriels et non de petits mécaniciens qui réparent nos véhicules dans les quartiers, ils ne s'intéresseront pas à la formation professionnelle », a argumenté le secrétaire d'État ■

HERVÉ ADOU

ECONOMIE ET FINANCE PUBLIQUE

AHOUA N'Doli Théophile publie

« Le Réveil de l'Éléphant d'Afrique Tome I et Tome II » et « Manuel de Finance Publique », trois ouvrages publiés par l'Inspecteur Général d'État, Théophile Ahoua N'Doli aux éditions L'Harmattan.



DISPONIBLES A LA LIBRAIRIE DE FRANCE

Lutte contre l'épidémie de coronavirus

L'hôpital Leishenshan de Wuhan officiellement mis en service



la construction d'hôpitaux d'urgence lors de l'épidémie d'Ébola en 2014 en Afrique de l'Ouest. Leur conception en division et stratification, estime-t-il, peut compenser de manière efficace l'insuffisance des hôpitaux existants pour aider les personnes infectées, soulignant qu'il est également particulièrement nécessaire de faire la différence entre les cas sévères et bénins, ainsi qu'entre les patients jeunes et âgés.

Au moment de la Fête du Printemps, la circulation à Wuhan était fermée, rendant difficile la collecte des matériaux et le rassemblement des travailleurs. « S'il y a une guerre, rappelez-vous sans faute ! ». Depuis un certain temps, chez les unités de travail à Wuhan de China Construction Group Investment Corporation, China Construction Steel Structure, China Construction Installation, et d'autres sociétés professionnelles du China Construction Group et du 3e Bureau d'ingénierie de China Construction Group, le son de l'« appel à la bataille » résonne sans fin.

800 personnes, 1 000 personnes, 2 000 personnes, 5 000 personnes... le nombre de personnes sur les lieux ne cesse d'augmenter. À la date du 4 février, plus de 1 000 cadres et près de 8 000 opérateurs travaillaient

jour et nuit. Plus de 1 400 ensembles de divers équipements mécaniques et véhicules de transport à grande échelle ont continué de circuler. Plus de 3 000 maisons en panneaux et 3 300 ensembles de matériel d'installation mécanique et électrique sont arrivés sur le site de construction.

« Derrière cette vitesse se trouve l'innovation des technologies de construction de notre pays ». Wu Hongtao, secrétaire du comité du Parti du 3e Bureau, 1re entreprise du China Construction Group dépendant du commandement sur site de l'hôpital Leishenshan, a déclaré que la construction des deux hôpitaux utilise une technologie de construction d'assemblage de pointe pour maximiser l'utilisation de produits finis industrialisés assemblés, réduisant la charge de travail sur site et faisant gagner beaucoup de temps. Dans le même temps, la construction sur site et le levage global ont été utilisés de manière alternative pour atteindre une efficacité maximale.

En seulement 10 jours, l'hôpital Leishenshan a émergé à une vitesse incroyable, contribuant à la lutte pour vaincre l'épidémie ■

Tian Doudou et Han Chenglin, journalistes au Quotidien du Peuple

Après que plus de 10 000 ouvriers de la construction se soient battus sans relâche dix jours et dix nuits, le 6 février, l'hôpital Leishenshan de Wuhan a reçu l'approbation officielle du Département de la construction et de la santé urbaines de Wuhan. Avec le premier groupe de personnel médical en poste, le premier groupe de patients a été admis dès le 8 février. Le 25 janvier, le premier jour du Nouvel An chinois, les avertisseurs annonçant la construction du nouvel hôpital Huoshenshan de

Wuhan, spécialisé dans la pneumonie à nouveau coronavirus ont retenti, et la ville de Wuhan a décidé d'urgence de construire un autre hôpital, celui de Leishenshan, près du lac Huangjia, dans le district de Jiangxia, dans un délai de deux semaines. 50 000 mètres carrés, 75 000 mètres carrés, près de 80 000 mètres carrés... face à l'élan féroce de l'épidémie, en seulement 6 jours, la surface totale de construction de l'hôpital Leishenshan a augmenté trois fois, le nombre de lits est passé de 1 300 à près

de 1 600, soit l'équivalent de deux hôpitaux Huoshenshan. La référence générale ici est la forme des hôpitaux de campagne, comprenant principalement des zones de traitement médical, des zones de soutien médical et des zones médicales auxiliaires. Aux États-Unis, la chaîne CNBC a rapporté le processus de construction de l'hôpital Leishenshan sous forme de textes et de vidéos, indiquant que sa construction était comparable à celle de l'hôpital Xiaotangshan de Beijing en 2003.

De son côté, le journal philippin Watchmen Daily Journal a interviewé une historienne de 84 ans qui a dit « La construction est tellement rapide, comme par magie ! ». Elle exprimé son admiration envers le gouvernement chinois pour son « efficacité et son efficacité à répondre aux besoins de son peuple ».

En réponse à la nécessité de construire l'hôpital Leishenshan, la chaîne américaine CNN a cité le Dr Solomon Kuah, expert en médecine d'urgence qui a aidé le Comité International de Secours à coordonner



Zoom sur le pays du Nil

Quand l'Égypte renoue avec ses racines africaines

Quand il arrive à la tête de l'Union africaine en 2019, le Chef de l'État égyptien Abdel Fattah Al-Sissi décide de se tourner résolument vers l'Afrique.



Le Nil, qui traverse toute la ville du Caire

En ce petit matin froid de mi-janvier, le soleil chasse petit à petit le brouillard et scintille sur le majestueux Nil qui s'étale au pied de mon hôtel, lequel porte justement son nom. Des bateaux de toutes les tailles sillonnent le grand fleuve. J'aurai plus tard l'occasion, un soir, de faire une croisière sur le Nil, en compagnie de mes compagnons de voyage. À la fin du dîner, nous eûmes droit à la fameuse danse arabe du ventre qui fait fantasmer tant d'hommes. Sur l'autre rive, en face de mon hôtel, l'on aperçoit les immeubles majestueux de grands palaces appartenant à des grandes chaînes internationales, de la Tour d'Égypte, de l'opéra du Caire et le bâtiment blanc

du ministère des Affaires étrangères.

Bienvenue en Égypte, votre seconde patrie !

« L'Égypte est un don du Nil », avait écrit l'historien grec Hérodote, plusieurs siècles avant Jésus Christ. Parce que l'histoire de ce pays est indissociable de ce fleuve, le plus long du monde avec l'Amazone, qui traverse une dizaine de pays avant de se jeter dans la mer Méditerranée. Depuis toujours, depuis l'époque pharaonique, la population égyptienne a vécu sur les bords de ce fleuve et en a toujours subi les caprices caractérisés par ses crues qui apportaient le limon noir qui fertilisait les terres. Dans l'ancien temps,

le pays s'appelait « Kemet » ou « Kemit » qui signifiait « terre noire ». Selon certains historiens, ce nom viendrait de ce limon noir, pendant que pour d'autres, ce nom viendrait plutôt du fait que les habitants du pays étaient des Noirs. Aujourd'hui, les plus que cent millions d'habitants du pays vivent essentiellement le long du Nil, le reste du pays étant largement désertique. L'Égypte est le troisième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigeria et l'Éthiopie.

« Bienvenue en Égypte, votre seconde patrie ! » Cette phrase, je l'avais plusieurs fois entendue lors d'un précédent voyage dans ce pays, au mois de juillet. Je l'entendrai à nouveau plusieurs fois de la bouche des

officiels que nous rencontrerons, mes compagnons de voyage et moi. Nous étions cette fois-ci une vingtaine de responsables de médias africains originaires d'autant de pays à effectuer ce voyage. Est-ce une instruction venue d'en haut pour faire plaisir aux visiteurs ? Sans doute. Mais je comprendrai tout au long de mon séjour qu'il s'agissait d'une réelle volonté des autorités du pays et des populations que nous rencontrerons, de se tourner vers le reste du continent et de faire corps avec ses populations. L'Égypte a pendant longtemps été classée parmi les pays du Moyen-Orient, et la population s'est toujours vue moyen-orientale.

Et les Égyptiens, comme les autres pays arabes d'Afrique du Nord, ont toujours parlé de l'Afrique comme si elle leur était étrangère, comme s'ils n'appartenaient pas à ce continent. Mais l'on peut dire à la décharge des Égyptiens qu'une partie de leur territoire, le Sinaï, se trouve sur le continent asiatique, c'est-à-dire effectivement au Moyen-Orient, la majorité de la population du pays est arabe, c'est-à-dire venue historiquement d'Arabie, et l'histoire de l'Égypte a toujours été liée à celle de cette partie du monde. L'Égypte a participé à toutes les guerres menées par les pays arabes contre Israël, son voisin, jusqu'à la conclusion

d'un traité de paix entre les deux pays le 26 mars 1979. L'Égypte est même le médiateur privilégié entre Israël et le mouvement islamiste Hamas qui dirige le territoire palestinien de Gaza.

L'Égypte a beaucoup à apporter au reste du continent

Durant toute l'année 2019, et jusqu'au dernier sommet de l'Union africaine qui s'est ouvert le dimanche dernier à Addis-Abeba, en Éthiopie, le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, assurait la présidence de l'Union africaine. Et il a décidé de saisir cette opportunité pour renouer avec les racines afri-

La nouvelle capitale administrative



Le futur parlement égyptien en construction dans la nouvelle capitale administrative.

Une nouvelle ville qui n'a pas encore reçu de nom et que l'on appelle provisoirement « la nouvelle capitale administrative » est en train de sortir de terre à une cinquantaine de kilomètres à l'est du Caire, en plein désert. L'idée de cette nouvelle capitale qui date d'une quarantaine d'années a commencé à se concrétiser en 2015 sous l'impulsion du président Abdel Fattah Al-Sissi. Les travaux ont effectivement démarré en 2016 par la construction de la première tranche des travaux urbains

qui couvrent une surface de 17000 hectares. Il y sera construit 25 000 logements, soit sept cents immeubles et neuf cent cinquante villas. À terme, la nouvelle ville devrait accueillir six millions et demi d'habitants et offrir 1750000 emplois permanents, 663 infrastructures de santé, 700 écoles maternelles et garderies. On y comptera 10000 kilomètres de voies nouvelles, des hôtels de luxe, un nouvel aéroport et une tour de 345 mètres, la plus grande d'Afrique. L'objectif premier du projet est de désengorger la ville du Caire

qui compte plus de vingt millions d'habitants, et les prévisions démographiques estiment que cette population sera de quarante millions en 2040. Le chantier est impressionnant. Pharaonique, pourrait-on dire. Plus de deux cent mille personnes y travaillent en permanence. Parmi les premiers bâtiments achevés, il y a la mosquée Al-Fattah al-Alim, la plus grande d'Égypte et la cathédrale copte, la plus grande église du Moyen-Orient. Elle pourra contenir 10 000 personnes ■

VK

Lutte contre le paludisme

La Chine équipe le centre de recherche

Le ministre Aka Aouélé a officiellement réceptionné, mardi après-midi, le bâtiment réhabilité et des équipements offerts au Centre de recherche et de lutte contre le paludisme (Crlp).

Le paludisme, qui représente 33% des motifs de consultations dans les hôpitaux ivoiriens, demeure une préoccupation de santé pour les populations et un défi pour le gouvernement. Qui, par tous les moyens, veut arriver à bout de cette maladie qui fait tant de victimes. C'est tout le sens de la gratitude du ministre de la Santé et de l'hygiène publique, Aka Aouélé, au gouvernement chinois pour la réhabilitation d'un bâtiment et l'équipement en matériels de pointe du centre de recherche et de lutte contre le paludisme, sis à l'Institut national de santé publique (Insp) dans



Le ministre de la Santé et l'ambassadeur de Chine ont paraphé les documents de livraison du don.

la commune d'Adjamé. Pour Aka Aouélé, le don de la république de Chine participera à accentuer la recherche sur la pandémie, de renforcer les capacités des praticiens et surtout contribuer à la formation de haut niveau. Sur le plan local, rappellera le ministre, le gouvernement ivoirien fait beaucoup pour garantir la santé des Ivoiriens. Et ce, à travers, entre autres actions, la construction et l'équipement des structures sanitaires, la mise en place effective de l'assurance maladie universelle. Justifiant le don de la Chine à la Côte d'Ivoire, l'ambassadeur de Chine, S.E.M Wan Li, a rappelé que le

gouvernement chinois considère la santé comme l'élément essentiel de sa coopération avec les pays amis. Raison pour laquelle l'empire du milieu n'a pas hésité à construire et équiper totalement le centre de recherche et de lutte contre le paludisme. Aussi, a-t-il profité pour traduire sa reconnaissance aux autorités ivoiriennes qui ont fait don d'une tonne de matériel médical à la Chine, pour la lutte contre le coronavirus qui sévit dans ce pays. Le ministre Aka Aouélé a offert un présent à l'ambassadeur Wan Li ■

MARC YEVOU

Succession dans les 60 villages Atchan

Les Dougbo au pouvoir appellent les Tchagba au respect des us et coutumes



Les Dougbo appellent leurs cadets au respect du droit d'aînesse. (Photo Monsan Julien)

du 23 décembre 2019 au 18 janvier 2020, sur les 60 villages atchan, 27 ont été déstabilisés par leurs cadets. Malgré des rencontres de conciliation avec le gouverneur du District d'Abidjan, Beugré Mambé.

Raison pour laquelle, tout en condamnant ces faits qu'ils qualifient de gravissimes, qui visent à déstabiliser les autorités coutumières et des communautés villageoises, les Dougbo appellent les pouvoirs publics à prendre des mesures idoines qui s'imposent afin d'aider le peuple atchan à protéger son système démocratique d'accession au pouvoir et à faire régner l'ordre, la discipline et la paix dans les villages atchan.

Il faut rappeler que le lundi 30 décembre 2019, à Anono, dans une déclaration à l'issue d'une session extraordinaire, Alain Kou, se réclamant porte-parole de la Fédération Atchan-Tchagba, avait annoncé la prise du pouvoir des Tchagba, le 31 décembre 2019.

A noter qu'en pays atchan, le pouvoir se prend par génération. Ainsi, après les Dougbo qui ont 15 ans de règne, viennent les Tchagba, ensuite les Blessoué et enfin les Gnando. Dans chaque génération, il y a quatre catégories. Notamment les Djehou, Dongba, Agban et Assoukrou ■

JEAN BAVANE KOUIKA

Les Atchan-Dougbo, actuellement au pouvoir, ne sont pas du tout contents de leurs cadets, les Tchagba, qui, bientôt, doivent les succéder à la gestion des affaires des villages. Ils l'ont fait savoir par une déclaration conjointe produite par leur Fédération et le collectif des chefs atchan, le mercredi 12 février, au siège de la chefferie d'Adjamé-village, en présence des chefs de la majorité des villages atchan. De quoi s'agit-il ? « Courant 2018-2019, il nous est revenu de façon récurrente que dans tous les villages atchan, les Tchagba, appelés à succéder aux Dougbo, au titre de la direction et de la gestion des affaires des

villages, de façon concertée, se préparaient à prendre le pouvoir par la force, au plus tard le 31 décembre 2019. Tout en sachant que légalement et officiellement, le mandat des Dougbo, actuellement au pouvoir, expire le 31 décembre 2020 », a exposé Oga Léon, chef de village de Songon, qui a fait office de porte-parole pour planter le décor. Poursuivant, il a relevé que cette pratique est assimilée à un coup de force. Donc condamnable et absolument proscrit et contraire à la culture atchan. Raison pour laquelle, a-t-il indiqué, pour anticiper ces velléités de coup de force, le mandat des Dougbo a été réduit de 20 ou 25 à 15 ans. Ce, pour ramener la paix. Donc

au pouvoir depuis 2005, les Dougbo finissent leur mandat le 31 décembre 2020. Ainsi, à l'en croire, pour la consolidation de la paix et la cohésion sociale, les Dougbo interpellent leurs cadets (les Tchagba), aux fins de les amener à faire preuve de retenue, d'humilité, de sagesse, de respect des us et coutumes du pays atchan et surtout au respect du droit d'aînesse. Il les invite, par conséquent, à laisser les Dougbo achever leur mandat le 31 décembre 2020 à minuit. Ensuite, dans la légalité et l'honneur, ils pourront accéder au pouvoir dans la paix et la concorde à partir de 2021. Toutefois, il a tenu à souligner que dans la période

Grossesse en milieu scolaire

La Fondation Sèphis sensibilise à Yopougon

Le lycée moderne de jeunes filles de Yopougon a vécu une ambiance particulière, le 6 février. La fondation « Sèphis », avec à sa tête Sefora Kodjo Kouassi, y a organisé, en partenariat avec l'Unicef et l'ambassade du Canada, la troisième édition de sa caravane de sensibilisation à l'intention des élèves de ce lycée d'excellence. Auxquelles se sont jointes celles du lycée Simone Ehiwet Gbagbo de Yopougon et du lycée moderne Yopougon-Andokoi. Dénommée « Sèphis Tour », cette caravane de sensibilisation

porte notamment sur le leadership féminin, la promotion et la protection du genre, l'entrepreneuriat et les grossesses en milieu scolaire. A propos des grossesses de la jeune fille en milieu scolaire, Tra Sylvie a rappelé que des sanctions pénales et professionnelles sont prévues contre les auteurs. Dans la même veine, le proviseur du lycée moderne de jeunes filles de Yopougon a indiqué que « Sèphis Tour » est une opportunité pour les jeunes filles des lycées et collèges d'acquiescer des valeurs cardinales. Entre autres, le leadership,

l'excellence, l'estime de soi qui feront d'elles des modèles achevés de la femme de demain. La présidente de la fondation Sèphis a, quant à elle, souligné que quatre villes de la Côte d'Ivoire, à savoir Man, Séguela, Bingerville et Abidjan (Yopougon, Bingerville, Cocody, Abobo, Koumassi), seront visitées. L'innovation majeure est la compétition entre établissements de filles. Pour renforcer leurs capacités en leadership afin de leur permettre de former à leur tour les plus jeunes ■

CASIMIR DJEZOU

6^e édition de la Convention mondiale du cajou (Wcc)

Gon Coulibaly exhorte les investisseurs à s'intéresser davantage à la transformation locale

La Côte d'Ivoire abrite, depuis le 12 février, la 6^e édition de la Convention mondiale du cajou (Wcc).

Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre, a procédé hier à l'ouverture de la 6^e édition de la Convention mondiale du cajou, couplée avec la 3^e édition des Journées nationales des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire (Jnec-ci), à l'hôtel Radisson Blu, à Port-Bouet. Organisé par l'Association des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire, cet événement international, qui s'étend sur trois jours, se tient pour la première fois sur le continent africain. Il rassemble plus de 600 participants, notamment des investisseurs, des producteurs venus du Vietnam, de l'Inde, d'Europe, du Mali, Burkina Faso, Nigeria, autour du thème « Quel écosystème durable pour le secteur mondial du cajou ? ». A cette occasion, le chef du gouvernement a invité les investisseurs étrangers à s'intéresser davantage à la transformation du cajou en Côte d'Ivoire. « C'est l'un des pays prometteurs en Afrique de l'Ouest. Nous sommes engagés à faire en sorte que votre expérience d'investissement en Côte d'Ivoire soit un succès et qu'elle permette, avec les mesures du gouvernement, de relever les défis auxquels fait face l'industrie du cajou », a-t-il rassuré. Puis de saluer l'ini-



Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a fait passer le message du gouvernement à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des travaux de la 6^e édition de la Convention mondiale du cajou. (PHOTOS : SÉBASTIEN KOUASSI)

tiative de ce symposium qui devrait permettre d'attirer des investissements, notamment dans la transformation, un point critique dans l'ajout de valeur pour la filière. Le chef du gouvernement n'a pas manqué d'exhorter les pays africains à réussir la transition de leurs économies vers davantage de transformation locale. Tout en assurant, a-t-il ajouté, l'approvisionnement en noix brutes de leurs par-

tenaires commerciaux. Pour- suivant, le Premier ministre a indiqué que le gouvernement a pris trois mesures majeures pour booster la transformation locale. Il s'agit de l'octroi aux unités industrielles de subventions à la transformation locale du cajou ; l'investissement de 200 millions de dollars, soit un milliard de Fcfa, pour la compétitivité de la chaîne de valeur du cajou, l'élaboration d'un pro-

gramme en partenariat avec la Banque mondiale qui vise notamment à renforcer l'organisation de la chaîne de valeur de l'anacarde afin de réduire les coûts de commercialisation, à améliorer l'accès aux marchés de la noix brute et à faciliter l'installation des unités de transformation dans les zones de production du pays. Parlant des performances du secteur, Amadou Gon Coulibaly s'est réjoui de

la performance de la Côte d'Ivoire, avec une production de 715 000 tonnes en 2015, hissant depuis cette année le pays au premier rang mondial des pays producteurs de noix de cajou dans le monde. Pour Gon Coulibaly, c'est pour saluer cet effort de la production que les organisateurs de cette convention mondiale du cajou ont choisi la Côte d'Ivoire pour abriter cette édition, après celle qui

s'est tenue à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis, du 24 au 26 janvier 2019.

Harouna Kaboré, ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat du Burkina Faso, par ailleurs président du Conseil international consultatif du cajou (Cicc), a, pour sa part, remercié Amadou Gon Coulibaly pour sa présence remarquée à cette rencontre qui témoigne de l'intérêt qu'il porte à la filière cajou. Selon lui, la filière cajou joue un rôle stratégique dans les économies africaines. Conscients de ce fait, fait-il savoir, sept pays ont procédé à la signature de la convention, portant la création du Cicc. Une organisation qui vise, au dire du président, la promotion de la coopération et la concertation entre les pays membres dans les domaines de la production, de la transformation, la commercialisation de la recherche des produits du cajou. La 6^e édition de la Convention mondiale du cajou, couplée avec la 3^e édition des Journées nationales des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire (Jnec-ci) qui prendra fin le 14 février, sera marquée par des conférences, des panels, des expositions et des rencontres B to B ■

ÉMELINE AMANGOUA

Les exportateurs prônent la solidarité entre les acteurs mondiaux du cajou

Couplées, cette année, à la 6^e édition de la World cashew convention, les journées nationales des exportateurs de cajou (Jnec-ci) constituent pour les acteurs du secteur une occasion de faire l'état des lieux et de se projeter dans l'avenir. Hier, à l'ouverture de ce rendez-vous national et international à l'hôtel Radisson Blu de Port-Bouet, Diaby Aboubacar, président de l'Association des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire (Aec-ci), a certes indiqué que l'organisation de ce symposium à Abidjan est la consécration du leadership de la Côte d'Ivoire, mais au-delà, il s'est appesanti sur la nécessité pour

les pays participants de faire de cette rencontre « un véritable facteur de stimulation des échanges, de la coopération, de la solidarité entre les acteurs mondiaux du cajou ». Et ce, d'autant plus que, souligne-t-il, le commerce mondial de la noix brute de cajou présente encore de nombreux défis à relever pour assurer la stabilité et garantir de meilleurs revenus aux producteurs. « Ces trois dernières années, le prix mondial de la noix brute a connu des fluctuations brutales, fragilisant ainsi les acteurs que sont les producteurs. En Côte d'Ivoire, la filière a résisté à ces fluctuations grâce à des réformes intelligemment conçues », a-t-il reconnu. Et de relever



Diaby Aboubacar, président de l'Association des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire (Aec-CI)

le rôle déterminant joué par le Premier ministre Amadou

Gon Coulibaly : « En technocrate avéré, vous avez su

prendre des mesures vigoureuses... Vous avez fait de la transformation locale de la noix de cajou un objectif majeur du gouvernement ». Et justement, dans la mesure où le défi de la transformation locale reste encore énorme, le président de l'Aec-ci a profité de cette tribune pour faire un plaidoyer en direction du gouvernement. Il a notamment demandé le soutien des pouvoirs publics pour venir en aide aux exportateurs dans la mise en œuvre de leurs projets de transformation locale. Étant entendu qu'en dépit de son rang de leader mondial de la production, la Côte d'Ivoire reste encore à la traîne dans le domaine de la transformation. Le pays transformant

moins de 10% de sa production. Par ailleurs, les questions liées à l'équilibre écologique, environnemental et culturel constituent un enjeu crucial pour les acteurs de la filière, qui entendent apporter un changement structurel à leurs activités à travers un partenariat international courageux, en mettant l'accent sur l'échange d'expériences, les transferts de compétences et de technologies. A noter que cette année, les exportateurs de cajou promettent de construire une école primaire à Sinématiali, pour contribuer à l'éducation des populations dans cette zone de production ■

FRANCIS. KOUAMÉ

Entretien routier 1 521 km de route à traiter, cette année, dans les Grands Ponts

Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, a procédé, hier, à Grand-Lahou et à Dabou, au lancement des travaux de reprofilage des routes en terre dans la région des Grands Ponts.

C'est un vaste réseau routier de 1521 kilomètres au total qui bénéficiera d'un entretien, cette année, dans la région des Grands Ponts. Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, en a fait l'annonce, hier à Grand-Lahou. En présence de son collègue auprès du Premier ministre en charge de la Coordination des Grands Projets, Claude Isaac Dé et des autorités locales, le ministre Amedé Kouakou a procédé au lancement du Programme d'entretien routier (Per 2019-2020) dans



Les populations des Grands Ponts ont réservé un accueil chaleureux aux membres du gouvernement.
(PH: DR)



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail



MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

PROJET DE PÔLE AGRO-INDUSTRIEL DANS LA REGION DU BELIER

Référence de l'accord de financement : 2100150036846
N° d'identification du Projet : P-CI-AAO-020

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE N° 01/2PAI-B/PM/2020 POUR LE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER (RAF)

1. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a bénéficié d'un appui financier du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour le financement du Projet de Pôle Agro-Industriel dans la région du Bélér (2PAI-BELIER).

Il a l'intention, à ce titre, d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer le contrat du Responsable Administratif et Financier (RAF).

2. Sous l'autorité et la supervision de la Coordinatrice du Projet, le Responsable Administratif et Financier a pour mission principale au niveau de l'Equipe de Coordination d'assurer en conformité avec les dispositions convenues dans les accords de financement du projet, la mise en œuvre des mesures administratives, financières et comptables dans le but de maîtriser l'ensemble des opérations pour en assurer la traçabilité et minimiser les risques de dysfonctionnement de l'organisation.

De manière spécifique, la mission du RAF consistera à :

- Assurer la programmation, planification, le rapportage des activités du service et participer à l'élaboration et à l'approbation du programme de Travail et Budget Annuel du Projet (PTBA)
- Assurer la gestion administrative des ressources humaines et des moyens généraux
- Assurer la gestion comptable, la gestion financière et la gestion budgétaire
- Veiller à la qualité et la conformité des rapports périodiques et des rapports d'audits de gestion
- Contribuer à développer les mécanismes, procédures et pratiques nécessaires à l'intégrité du système de gestion administrative et financière ;

3. Le RAF sera basé à Yamoussoukro et bénéficiera d'un contrat d'une (01) année renouvelable sur la base de la performance annuelle jusqu'à la fin du projet (03 ans soit 2020 à 2022).

4. Qualification et expérience requises du consultant : Le RAF devra être titulaire d'un diplôme d'Etudes universitaires ou professionnel (BAC+5) en finance, comptabilité, contrôle, audit ou gestion. Il devra avoir une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans à un poste de gestion administrative, comptable et financière de projet de développement. La connaissance des règles et procédures de la Banque Africaine de

Développement (gestion financière, décaissement, acquisitions) sera un atout. De plus, le RAF devra avoir une bonne connaissance du logiciel de gestion financière et comptable TOMPRO. Son intégrité et son éthique doivent être sans faille et vérifiables par références, avec une aptitude à travailler sous pressions.

5. L'équipe de coordination du projet invite les intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les candidats doivent produire les informations sur leur expérience et leurs compétences démontrant qu'ils sont qualifiés pour le poste (cv, diplômes, référence de postes similaires, expérience dans des missions comparables).

6. Les critères d'évaluation et le barème de notation y relatif sont :

(i) Qualification générale (Diplômes et expériences générales)	30
(ii) Expériences spécifiques relatives aux postes occupés	40
(iii) Expérience sur des projets financés par des institutions multilatérales	20
(iv) Connaissance du système de gestion financière et décaissement de la BAD	10

La note minimale requise pour être éligible est de 70 points sur 100.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les Termes de référence complets et les informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 8h à 17h GMT

Les candidatures doivent être déposées et/ou envoyées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 28 février 2020 à 16 heures et porter expressément en objet la mention « Candidature au poste de Responsable Administratif et Financier du 2PAI-Belier »

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
Immeuble de la Caistab 13^{ème} étage secrétariat
Direction de l'évaluation des Projets,
Plateau, Abidjan;
Tél : (225) 20 21 85 14 ou 30 64 56 03/04
Courriel : 2paiabelier@gmail.com; valeponou@yahoo.fr;

la région. Ce programme, à l'en croire, a un coût global de 2,52 milliards de F Cfa. Il se déclinera, a-t-il précisé, en des travaux de revêtement de bitume de 307 km et de reprofilage de routes en terre sur 1214 km. Dans le département de Grand-Lahou, a-t-il poursuivi, il y aura des travaux de reprofilage lourd et de traitement de plusieurs points critiques portant sur 70,2 km du réseau en terre, et de reprofilage léger portant sur 364,3 km. Une annonce très bien accueillie par les populations de la Cité des trois eaux, comme on surnomme Grand-Lahou. D'autant que, comme l'a souligné le maire Daniel Gnanigni, "la quasi-totalité des routes sont dans un état de délabrement avancé", « Certes déjà inscrits à l'agenda de la tutelle, ces travaux, comme présen-

tés, connaîtront une intensification cette année, dans la mesure où nous sommes dans la deuxième année du social en Côte d'Ivoire », a souligné Amedé Koffi Kouakou. "L'entretien du réseau routier permet d'apporter une réponse à la question de la cherté de la vie, car une route peu entretenue ne favorise pas une évacuation efficace des produits agricoles vers les centres de commercialisation (...) c'est pourquoi il figure en priorité dans le Ps-Gouv 2019-2020. L'exécution de ces travaux facilitera l'accès aux services sociaux de base et améliorera la fluidité des populations dans la région", a-t-il expliqué.

10 km de bitume pour Dabou
L'entretien routier dans les Grands Ponts consiste-

Amedé Kouakou: "Nous n'avons pas le droit de nous diviser"

Les discours que le ministre Amedé Koffi Kouakou a prononcés, hier, dans la région des Grands Ponts, étaient ponctués d'appel à la paix et à la cohésion. À Grand-Lahou ensuite à Dabou, il a rencontré les communautés baoulé avec qui il s'est entretenu franchement en baoulé. "La paix est le préalable de tout développement. On ne peut garantir cette paix qu'en restant unis et en vivant dans la cohésion. Si nous

voulons aller de l'avant, nous n'avons pas le droit de nous diviser. Il s'agit aussi et surtout de l'avenir de nos enfants. Pensons à ce que nous allons leur laisser comme pays. Tout ce que nous recherchons, c'est la paix telle que le Président Houphouët-Boigny nous a appris, et c'est ce que nous prônons au Rhdp. Suivons ce qui est bon pour nous et non des discours qui appellent à la division", a-t-il lancé.

F. EHOUMAN

Entretien routier

1 521 km de route à traiter, cette année, dans les Grands Ponts

Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, a procédé, hier, à Grand-Lahou et à Dabou, au lancement des travaux de reprofilage des routes en terre dans la région des Grands Ponts.

C'est un vaste réseau routier de 1521 kilomètres au total qui bénéficiera d'un entretien, cette année, dans

la région des Grands Ponts. Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, en a fait l'annonce, hier à Grand-

Lahou. En présence de son collègue auprès du Premier ministre en charge de la Coordination des Grands Projets, Claude Isaac Dé

et des autorités locales, le ministre Amedé Kouakou a procédé au lancement du Programme d'entretien routier (Per 2019-2020) dans



Les populations des Grands Ponts ont réservé un accueil chaleureux aux membres du gouvernement. (PH: DR)



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail



MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

PROJET DE PÔLE AGRO-INDUSTRIEL DANS LA REGION DU BELIER

Référence de l'accord de financement : 2100150036846
N° d'identification du Projet : P-CI-AAO-020

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE N° 01/2PAI-B/P/M/2020 POUR LE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER (RAF)

1. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a bénéficié d'un appui financier du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour le financement du Projet de Pôle Agro-Industriel dans la région du Belier (2PAI-BELIER).

Il a l'intention, à ce titre, d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer le contrat du Responsable Administratif et Financier (RAF).

2. Sous l'autorité et la supervision de la Coordonnatrice du Projet, le Responsable Administratif et Financier a pour mission principale au niveau de l'Equipe de Coordination d'assurer en conformité avec les dispositions convenues dans les accords de financement du projet, la mise en œuvre des mesures administratives, financières et comptables dans le but de maîtriser l'ensemble des opérations pour en assurer la traçabilité et minimiser les risques de dysfonctionnement de l'organisation.

De manière spécifique, la mission du RAF consistera à :

- Assurer la programmation, planification, le rapportage des activités du service et participer à l'élaboration et à l'approbation du programme de Travail et Budget Annuel du Projet (PTBA)
- Assurer la gestion administrative des ressources humaines et des moyens généraux
- Assurer la gestion comptable, la gestion financière et la gestion budgétaire
- Veiller à la qualité et la conformité des rapports périodiques et des rapports d'audits de gestion
- Contribuer à développer les mécanismes, procédures et pratiques nécessaires à l'intégrité du système de gestion administrative et financière ;

3. Le RAF sera basé à Yamoussoukro et bénéficiera d'un contrat d'une (01) année renouvelable sur la base de la performance annuelle jusqu'à la fin du projet (03 ans soit 2020 à 2022).

4. Qualification et expérience requises du consultant : Le RAF devra être titulaire d'un diplôme d'Etudes universitaire ou professionnel (BAC+5) en finance, comptabilité, contrôle, audit ou gestion. Il devra avoir une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans à un poste de gestion administrative, comptable et financière de projet de développement. La connaissance des règles et procédures de la Banque Africaine de

Développement (gestion financière, décaissement, acquisitions) sera un atout. De plus, le RAF devra avoir une bonne connaissance du logiciel de gestion financière et comptable TOMPRO. Son intégrité et son éthique doivent être sans faille et vérifiables par références, avec une aptitude à travailler sous pressions.

5. L'équipe de coordination du projet invite les intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les candidats doivent produire les informations sur leur expérience et leurs compétences démontrant qu'ils sont qualifiés pour le poste (cv, diplômes, référence de postes similaires, expérience dans des missions comparables).

6. Les critères d'évaluation et le barème de notation y relatif sont :

(i) Qualification générale (Diplômes et expériences générales)	30
(ii) Expériences spécifiques relatives aux postes occupés	40
(iii) Expérience sur des projets financés par des institutions multilatérales	20
(iv) Connaissance du système de gestion financière et décaissement de la BAD	10

La note minimale requise pour être éligible est de 70 points sur 100.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les Termes de référence complets et les informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 8h à 17h GMT

Les candidatures doivent être déposées et/ou envoyées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 28 février 2020 à 16 heures et porter expressément en objet la mention « Candidature au poste de Responsable Administratif et Financier du 2PAI-Belier »

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
Immeuble de la Caistab 13^{ème} étage secrétariat
Direction de l'évaluation des Projets,
Plateau, Abidjan;
Tél : (225) 20 21 85 14 ou 30 64 56 03/04
Courriel : 2paiabelier@gmail.com; valeponou@yahoo.fr;

la région. Ce programme, à l'en croire, a un coût global de 2,52 milliards de F Cfa. Il se déclinera, a-t-il précisé, en des travaux de revêtement de bitume de 307 km et de reprofilage de routes en terre sur 1214 km. Dans le département de Grand-Lahou, a-t-il poursuivi, il y aura des travaux de reprofilage lourd et de traitement de plusieurs points critiques portant sur 70,2 km du réseau en terre, et de reprofilage léger portant sur 364,3 km. Une annonce très bien accueillie par les populations de la Cité des trois eaux, comme on surnomme Grand-Lahou. D'autant que, comme l'a souligné le maire Daniel Gnangni, "la quasi-totalité des routes sont dans un état de délabrement avancé". « Certes déjà inscrits à l'agenda de la tutelle, ces travaux, comme présen-

tés, connaîtront une intensification cette année, dans la mesure où nous sommes dans la deuxième année du social en Côte d'Ivoire », a souligné Amedé Koffi Kouakou. "L'entretien du réseau routier permet d'apporter une réponse à la question de la cherté de la vie, car une route peu entretenue ne favorise pas une évacuation efficace des produits agricoles vers les centres de commercialisation (...) c'est pourquoi il figure en priorité dans le Ps-Gouv 2019-2020. L'exécution de ces travaux facilitera l'accès aux services sociaux de base et améliorera la fluidité des populations dans la région", a-t-il expliqué.

10 km de bitume pour Dabou
L'entretien routier dans les Grands Ponts consiste-

Amedé Kouakou: "Nous n'avons pas le droit de nous diviser"

Les discours que le ministre Amedé Koffi Kouakou a prononcés, hier, dans la région des Grands Ponts, étaient ponctués d'appel à la paix et à la cohésion. À Grand-Lahou ensuite à Dabou, il a rencontré les communautés baoulé avec qui il s'est entretenu franchement en baoulé. "La paix est le préalable de tout développement. On ne peut garantir cette paix qu'en restant unis et en vivant dans la cohésion. Si nous

voulons aller de l'avant, nous n'avons pas le droit de nous diviser. Il s'agit aussi et surtout de l'avenir de nos enfants. Pensons à ce que nous allons leur laisser comme pays. Tout ce que nous recherchons, c'est la paix telle que le Président Houphouët-Boigny nous a appris, et c'est ce que nous prônons au Rhdp. Suivons ce qui est bon pour nous et non des discours qui appellent à la division", a-t-il lancé.

F. HOUMAN

ra aussi en des travaux de construction de quatre ouvrages hydrauliques dans le département de Dabou. Mais aussi et surtout de bitumage de 10 km de la voirie de Dabou, ainsi que le traitement de plusieurs points critiques sur l'axe Dabou-Sikensi, long de 48 km. C'est ce qu'Amedé Koffi Kouakou a annoncé à Dabou, après l'étape de Grand-Lahou. À l'en croire, c'était essentiel pour la ville qui souffre d'un manque crucial de route. Pour la réalisation de ce programme dans la région des Grands Ponts, a informé Amedé Kouakou, quatre Pme ivoiriennes ont été retenues. Mais sur le plan national, a-t-il précisé, les travaux d'entretien rou-

tier ont été confiés à 261 entreprises nationales. "Les résultats attendus seront scrutés avec la plus grande attention", a-t-il martelé.

Le réseau routier ivoirien, c'est 82 020 km de routes classées dont 75 000 km de routes en terre et 7 000 km de routes bitumées. Outre ce linéaire de routes, on dénombre environ 200 000 km de pistes rurales reliant des villages, des campements et des plantations. Ce réseau routier permet d'assurer plus de 90% des échanges dans le domaine des transports. Pour le maintenir en bon état, il faut y effectuer un entretien régulier et performant. Ainsi, chaque année depuis 2012, l'Agence de gestion

des routes (Ageroute) élabore un programme d'entretien. "La mise en œuvre de ce programme a permis, sur la période 2012-2018, d'améliorer significativement les infrastructures routières grâce à d'importants investissements publics et privés", s'est félicité Amedé Koffi Kouakou ■

FAUSTIN ÉHOUMAN
Envoyé spécial dans les
Grands Ponts



Les ministres Amedé Kouakou et Claude Isaac Dé, entourés des autorités locales, ont donné le premier coup de pelle des travaux. (PH: DR)

Système de récépissés d'entreposage

Les acteurs de la filière agricole sensibilisés

Plus de 2000 acteurs de la filière agricole et des parties prenantes, venus de tout le district autonome de Yamoussoukro et de la région du Béliér, ont littéralement pris d'assaut la salle des fêtes de l'hôtel de ville de Yamoussoukro, pour s'informer sur le Système de récépissés d'entreposage (Sre). Cette rencontre initiée par le professeur Justin Koffi, directeur général de l'Autorité de régulation du système de récépissés d'entreposage (Arre), s'inscrit dans le cadre de la campagne d'information sur les textes et outils opérationnels du Sre. Aux producteurs, le patron de l'Arre a expliqué dans le détail les nombreux avantages et opportunités que leur offre ce nouveau système. Il s'agit, a-t-il souligné, d'un moyen sûr pour garantir les revenus des producteurs et de booster la transformation locale des produits agricoles. À titre d'exemple, il a expliqué qu'à partir du récépissé d'entreposage, le producteur peut bénéficier de financements auprès des établissements bancaires ou de titres en bourse. Mieux, pour créer la confiance, Justin Koffi a rassuré les producteurs

que les coopératives seront des actionnaires dans les entrepôts installés dans les différentes zones identifiées. Des producteurs de manioc, très nombreux dans la zone de Yamoussoukro et du Béliér, ont souhaité que cette spéculation trop soumise aux fluctuations injustifiées des prix soit prise en compte dans le Sre. En effet, cette campagne d'information vise à créer, entre autres, grâce à des échanges ouverts, un environnement propice à l'adhésion des acteurs et des parties prenantes pour un déploiement effectif du Sre dans les vingt zones qui ont été visitées. Au final, il s'agit de recueillir les observations et suggestions des acteurs à l'effet d'accélérer le déploiement et d'améliorer les outils opérationnels adoptés. Yaya Coulibaly, secrétaire général de la préfecture de Yamoussoukro, qui a présidé cette séance d'information et d'échange, a salué cette initiative du gouvernement, avant d'exhorter les acteurs à s'approprier cet outil qui vient leur permettre de bénéficier des fruits de leur labeur ■

N'DRI CÉLESTIN



GRUPE DE LA BANQUE
AFRICAINNE DE DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL



MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

PROJET DE POLE AGRO-INDUSTRIEL DANS LA REGION DU BELIER (2PAI-BELIER)

Référence de l'accord de financement : 2100150036846
N° d'identification du Projet : P-CI-AAO-020

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° SCI 02/2PAI-B/PNN/2020 RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'ELABORATION D'UN PROGRAMME DE PROMOTION DES BONNES PRATIQUES NUTRITIONNELLES

1. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a bénéficié d'un appui financier du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour le financement du Projet de Pôle Agro-Industriel dans la région du Béliér (2PAI-BELIER). Il a l'intention, à ce titre, d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer le contrat des services d'un consultant individuel pour l'élaboration d'un programme de promotion des bonnes pratiques nutritionnelles.

2. Les services prévus au titre de cette prestation portent sur l'élaboration d'un programme de promotion des bonnes pratiques nutritionnelles en vue de l'amélioration de la santé et l'état nutritionnel des populations de la zone du projet.

De manière spécifique, les services du consultant consisteront à :

- Faire une analyse des problèmes nutritionnels et sanitaires des populations de la zone du projet ;
- Evaluer les habitudes alimentaires des populations et proposer un programme de promotion des bonnes pratiques nutritionnelles ;
- Elaborer un plan de communication et de sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles dans la zone du projet.

3. La mission du consultant s'exécutera sur une durée de soixante (60) jours calendaires. Le consultant proposera un chronogramme détaillé des activités à mener qui devra s'étaler sur trois (3) mois au maximum à compter du mois mars 2020.

4. **Qualification et expérience requise du consultant :** Le consultant devra être titulaire d'un diplôme Bac +5 au moins dans le domaine de la nutrition ou un master en santé publique ou diplôme équivalent, avec au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la santé publique. Il devra avoir au moins cinq (05) années d'expérience dans le domaine de l'éducation nutritionnelle ou sanitaire des communautés. De plus, le consultant devra avoir réalisé deux (2) missions d'études dans le domaine de la communication et du marketing social. Il devra également disposer d'excellentes capacités de rédaction et une bonne maîtrise de l'outil informatique, notamment le logiciel Microsoft et une maîtrise parfaite de la langue française.

5. L'Equipe de Coordination du Projet invite les **Spécialistes en nutrition** à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leur expérience et leurs compétences démontrant qu'ils sont qualifiés pour la prestation (documentation, cv, diplômes, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables).

6. Les critères d'évaluation et le barème de notation y relatif sont :

(i) Qualification générale (Diplômes et expériences générales)	30
(ii) Expériences spécifiques dans le domaine de l'éducation nutritionnelle	40
(iii) Expériences dans le domaine de la communication et du marketing social	20
(iv) Connaissance du système sanitaire en Côte d'Ivoire	10

7. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : de 08 heures 00 à 12 heures 30 et de 13 heures 30 à 16 heures 30.

8. Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français, à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 28 février 2020 à 16 heures 00 et porter expressément la mention "recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration d'un programme de promotion des bonnes pratiques nutritionnelles".

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Projet de Pôle Agro-Industriel dans la région du Béliér (2 PAI- Béliér, sis à Yamoussoukro au quartier « Millionnaire » en face de l'Hôtel « Le Président », BP 68 Yamoussoukro, Tél. : (225) 30 64 54 03 / 30 64 54 04 / 07 02 26 86 Email : 2paibelier@gmail.com, domanoup@yahoo.fr; lucie_dian@yahoo.fr, cmkigbafory@yahoo.fr

12e reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole La Côte d'Ivoire annonce une contribution de 110 millions de FCfa

Les travaux se sont déroulés les 11 et 12 février, au siège de l'institution onusienne, dans la capitale italienne.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, a conduit la délégation ivoirienne qui a pris part à la 43e session du conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (Fida) les 11 et 12 février à Rome (Italie). À l'ouverture des travaux, il a annoncé la contribution de la Côte d'Ivoire pour la 12e reconstitution du Fida qui s'élève à 110 millions de FCfa. « Pour ma part, je voudrais annoncer que mon pays, la Côte d'Ivoire, est heureuse de vous annoncer sa contribution à hauteur de 110 millions de FCfa, soit 200 mille dollars, pour la 12e reconstitution des ressources du Fida », a-t-il déclaré. Le



Le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani, chef de la délégation ivoirienne, à Rome. (PH: DR)

ministre de l'Agriculture et du Développement rural dont c'est la première participation aux travaux a exprimé l'attachement de la Côte d'Ivoire à l'institution du fait de la qualité de sa collaboration avec le pays. Kobenan Adjoumani a donc transmis « les remerciements de Son Excellence Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, au président du Fida pour le soutien continu que sa structure apporte aux populations les plus vulnérables » de la Côte d'Ivoire. Il a tenu à rappeler que pendant les moments difficiles que le pays a traversés, le Fida faisait partie des rares institutions du système des Nations unies qui ont maintenu leur appui aux populations en détresse. « Comme dit l'adage : c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses vrais amis. Je peux donc affirmer que le Fida fait partie des amis qui comptent pour la Côte d'Ivoire », a-t-il lancé. L'émissaire du gouvernement s'est aussi félicité de la pertinence du thème général de cette 43e session : « Investir dans des systèmes alimentaires durables pour éliminer la faim à l'horizon 2030 ». Il a estimé que le thème est en conformité avec le rôle du Fida en matière d'appui à des systèmes alimentaires durables. C'est un acteur incontournable dans la réalisation de l'Objectif de développement durable n° 2 (Odds2). Pour sa part, le président du Fida, Gilbert Fossoum Hounbo, a expliqué que « 79 % des personnes pauvres et la grande majorité de celles qui ont faim vivent dans les zones rurales » ■

ABOUBAKAR BAMBA

AVIS AUX LECTEURS

Vous êtes victimes d'abus, de vol ou d'escroquerie. Vous êtes témoin d'un accident, d'un braquage ou d'un fait insolite, appelez les faits divers de Fraternité Matin au 20 30 60 00 / 20 37 06 66 / 05 87 12 94 / 07 35 38 65
Email : marc.yevou@fratmatinfo



République de Côte d'Ivoire

PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN

CREDIT IDA n°5921-CI



BANQUE MONDIALE



FINANCEMENT IDA

AVIS DE RESULTATS POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'ELABORATION DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE DANS LE CENTRE URBAIN D'AGBOVILLE

Objet : Recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation des personnes affectées par les travaux de renforcement du réseau d'eau potable dans le centre urbain d'AGBOVILLE

Méthode de sélection : consultant individuel

Durée du contrat : Trente (30) Jours

- Consultant Attributaire :**
Nom : **KOFFI Arouna**
- Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées**

N°	Nom du Consultant	Grille d'évaluation (Expériences spécifiques) / Scores					Scores totaux	Rang
		Expériences générales		Expérience spécifique et pertinente pour la mission		Connaissance du secteur d'activité 10 points		
		Qualifications générales du consultant	Expérience professionnelle en élaboration de PAR	Nombre de PAR de projets Banque mondiale	Nombre de PAR réalisés en Côte d'Ivoire			
1	KOUASSI N'Guessan Pierre	10	13	40	20	10	93	1 ^{er}
2	KOFFI Arouna	10	12	36	20	10	88	2 ^{ème}
3	N'GUESSAN Yao Norbert	10	12	34	20	10	86	3 ^{ème}
4	MAMBA Tchimou Bernard	10	0	30	14	10	64	4 ^{ème}
5	NDEMANOU Richard	10	10	30	0	10	60	5 ^{ème}
6	ZONGO Hermann Jean De Dieu	10	00	00	00	00	10	6 ^{ème}

NB : Le consultant KOUASSI N'Guessan Pierre classé premier sur les trois villes (AGBOVILLE, BINGERVILLE et TIASSALE-N'ZIANOUA-N'DOUCI-SIKENSI) a opté pour le choix de BINGERVILLE, vu que les trois (03) prestations doivent se dérouler simultanément.

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter
Cellule de Coordination du Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain sise aux II Plateaux-Vallon Cité LEMANIA lot n°1802,
Code postal : 08 BP 2346 ABIDJAN 08- Côte d'Ivoire
Numéro Tél : (225) 22409090/91 – Fax : (225) 22 41 35 59

Production de biocarburant

Vers l'installation d'une usine de production à Dabou

La cérémonie de restitution de l'étude de faisabilité s'est tenue le 10 février, à l'auditorium de l'ex-Caistab.

L'Agence nationale d'appui au développement rural (Anader) a organisé, le 10 février, à l'auditorium de l'ex-Caistab au Plateau, la cérémonie de restitution de l'étude de valorisation des sous-produits agricoles en Côte d'Ivoire. Le projet est donc à l'étape de recherche de financements pour sa réalisation à Dabou où seront produits deux types de carburant. Ce sont le biodiesel (liquide) fabriqué à partir d'huiles végétales non-alimentaires, notamment celles obtenues de la graine d'hévéa ; et le bio-méthane (gazeux) tiré du mélange de résidus agricoles (banane, épluchures de manioc) et d'élevage (lisier porcin, fiente de volaille).

Le fruit de la coopération ivoiro-suédoise

Président la cérémonie au nom du ministre de l'Agriculture et du Développement rural qu'il représentait, Dr Yao N'Guetta René, directeur de cabinet adjoint, a appelé les partenaires techniques et financiers, mais surtout le secteur privé à se mobiliser pour une mise en œuvre diligente du projet. D'autant qu'en plus de rapporter des revenus supplémentaires aux producteurs et transformateurs des produits agricoles, le projet contribue significativement au respect des engagements pris par la Côte d'Ivoire, lors de la Cop21 à Paris, en 2015, en termes de réduction de gaz à effet de serre, a-t-il fait remarquer. Puisque l'étude montre que l'analyse de la qualité de l'air à Abidjan indique qu'environ 3000 tonnes de Co2 sont émises quotidiennement par les véhicules dans la capitale économique (voitures personnelles, gbaka, woro-woro, etc.) en plus d'une haute teneur en soufre (So2) dans le diesel. Dr Yao N'Guetta René a également souligné que le projet fait entrer la Côte d'Ivoire dans le cercle très fermé des pays engagés dans l'économie circulaire. Il n'a pas manqué d'engager l'Anader et ses partenaires à travailler à la réalisation efficace du projet. En outre, il a exprimé la gratitude du gouvernement au Royaume de Suède qui a financé l'étude à hauteur de 400 millions de FCfa à travers le Swedfund et le Groupe Scania. À cette occasion, l'ambassadeur de la Suède, Marie Leissner, a réitéré la volonté de son

pays d'accompagner la Côte d'Ivoire dans son processus de développement, notamment sur les questions ayant trait à la protection de l'environnement, au changement climatique et à la durabilité de l'économie. Elle a félicité Sidiki Cissé, Dg de l'Anader, pour son engagement dans la valorisation des sous-produits agricoles. Mais également pour la qualité de la coopération entre les partenaires suédois du projet et l'Anader.

Un potentiel immense
L'optimisme exprimé par Dr Yao N'Guetta René repose aussi sur le potentiel du projet. Concernant le biodiesel, il s'agit notamment d'une production de 63 millions de litres de biodiesel à partir des graines d'hévéa, 5,9 % de la consommation annuelle en diesel et la possibilité de développer d'autres produits à valeur ajoutée (peinture, savon, etc.). Cela représente un impact économique annuel de 42 milliards de FCfa à maturité (2 milliards de FCfa la première année) à travers la mobilisation d'une nouvelle chaîne de valeur basée sur les graines d'hévéa. C'est également la diminution des importations de diesel de 3 millions de litres par an pour la première usine et 63 millions de litres à terme. Sans oublier la création de 420 nouveaux emplois, soit 20 par usine de biodiesel et la création de 10 000 emplois saisonniers pour les femmes et les jeunes - par usine - pour le ramassage des graines d'hévéa. À cela s'ajoute la réduction globale par an des Ges estimée à 120 000 t par année, du dioxyde de soufre (So2) de 140 t. Les importations de tourteaux de soja, remplacées en partie par les tourteaux de graines d'hévéa, seront revues à la baisse. Et l'on verra la mise en marché d'un substitut de l'engrais artificiel (glycérine - coproduit de la production de biodiesel) riche en potassium et la réduction de la déforestation par la substitution de charbon fait de bois coupé par des briquettes de coques de graines d'hévéa de qualité A1. Quant au bio-méthane, son impact économique annuel est estimé à 78 milliards de FCfa d'ici 2030, par la mobilisation d'une nouvelle chaîne de valeur basée sur les sous-produits agricoles.

Ce pan du projet permettra aussi l'augmentation des revenus de l'ensemble des exploitants agricoles de 1,3 milliard de FCfa par an (39 milliards en 2030) et la

création de 2 700 nouveaux emplois d'ici 2030 (78 emplois par usines). En outre, le potentiel de la production du bio-méthane réside dans la réduction des Ges de 140

000 tonnes et des importations d'engrais artificiel. Ce sera aussi 420 000 t de compost de bonne qualité offert aux producteurs agricoles. Toute chose qui conduira à

la réduction de l'irrigation en raison d'un engrais naturel de meilleure qualité ■

ABOUBAKAR BAMBA



République de Côte d'Ivoire
PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN
CRÉDIT IDA n°5921-CI



MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE
FINANCEMENT IDA

AVIS DE RESULTATS POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'ELABORATION DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE DANS LE CENTRE URBAIN DE BINGERVILLE

Objet : Recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation des personnes affectées par les travaux de renforcement du réseau d'eau potable dans le centre urbain de BINGERVILLE

Méthode de sélection : consultant individuel

Durée du contrat : Trente (30) Jours

- Consultant Attributaire :**
Nom : KOUASSI N'Guessan Pierre
- Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées**

N°	Nom du Consultant	Grille d'évaluation (Expériences spécifiques) / Scores				Connaissance du secteur d'activité 10 points	Scores totaux	Rang
		Expériences générales		Expérience spécifique et pertinente pour la mission				
		Qualifications générales du consultant	Expérience professionnelle en élaboration de PAR	Nombre de PAR de projets Banque mondiale	Nombre de PAR réalisés en Côte d'Ivoire			
1	KOUASSI N'Guessan Pierre	10	13	40	20	10	93	1 ^{er}
2	KOFFI Arouna	10	12	36	20	10	88	2 ^{ème}
3	N'GUESSAN Yao Norbert	10	12	34	20	10	86	3 ^{ème}
4	NDEMANOU Richard	10	10	30	0	10	60	4 ^{ème}
5	ZONGO Hermann Jean De Dieu	10	00	00	00	00	10	5 ^{ème}

NB : Le consultant KOUASSI N'Guessan Pierre classé premier sur les trois villes (AGBOVILLE, BINGERVILLE et TIASSALE-N'ZIANOUA-N'DOUCI-SIKENSI) a opté pour le choix de BINGERVILLE, vu que les trois (03) prestations doivent se dérouler simultanément.

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter
Cellule de Coordination du Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain sise aux II Plateaux-Vallon Cité LEMANIA lot n°1802,
 Code postal : 08 BP 2346 ABIDJAN 08- Côte d'Ivoire
 Numéro Tél : (225) 22409090/91 – Fax : (225) 22 41 35 59

Journée mondiale de la radio

Déclaration du ministre de la Communication et des Médias

Chers Compatriotes,

La Conférence générale de l'UNESCO a proclamé le 13 février comme étant la Journée Mondiale de la Radio, lors de sa 36^e session en 2011.

Ainsi, chaque année, le monde met un point d'honneur à se rappeler l'apport qualitatif important de cet excellent moyen de communication entre les peuples. La radio, en effet, permet de toucher les populations les plus larges, les plus variées et d'atteindre les zones les plus reculées de nos Etats. Elle informe, éduque, divertit et favorise la libre expression ainsi que la pluralité des opinions. La radio met également en lumière la riche diversité de nos cultures, en permettant par exemple aux populations d'exprimer leurs idées dans leur propre langue.

Le thème de cette 9^e édition de la Journée Mondiale de la Radio, qui est « Radio et diversité », arrive donc à point nommé pour approfondir la réflexion sur le rôle des radios dans la promotion des différentes facettes de notre humanité.



Sidi Tiémoko Touré, ministre de la Communication et des Médias.

Mesdames et Messieurs,

La peur de l'autre, parce qu'il est inconnu ou différent, est un sentiment qui conduit trop souvent à une hostilité injus-

tifiée et à des conflits regrettables. Alors que notre diversité constitue un patrimoine à sauvegarder et à capitaliser puisqu'elle concourt à notre enrichissement mutuel.

La radio peut et doit contribuer à remplacer par des concepts positifs les stéréotypes qui affectent l'imagerie populaire. Elle doit stimuler les discussions sur la diversité et être

un cadre de rencontre et de découverte de l'autre. Elle doit permettre à plus de voix d'être entendues afin de favoriser la tolérance et l'inclusion de tous dans le jeu démocratique et les actions de développement.

Chers promoteurs et animateurs de la radio,

Pour son utilité et pour sa mission sociale, la radio doit offrir plus de contenus originaux tenant compte de la diversité de son auditoire et ouvrir davantage ses antennes aux minorités, notamment les personnes défavorisées, marginalisées ou en situation de handicap. Vous avez donc compris que vous avez un rôle important à jouer dans la lutte contre la discrimination sous toutes ses formes, dans le renforcement du tissu social et le maintien de la cohésion nationale.

En outre, nous vous encourageons à prôner également la diversité au sein de vos équipes, en intégrant des profils variés, représentatifs de la société dans laquelle vous exercez votre noble métier. Les personnes vulnérables ou celles issues des minorités

peuvent trouver au sein de vos stations un cadre d'expression de leur potentiel et créer une saine émulation chez leurs pairs. D'ailleurs, nous n'avons pas de doute que leur implication en amont dans la conception des programmes permettra des innovations majeures et des émissions encore plus pertinentes.

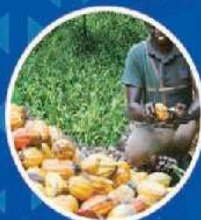
La radio comme espace d'égalité des chances, c'est possible et nous y croyons. Mais cela ne peut devenir une réalité qu'avec votre collaboration. Faites la promotion de la diversité non seulement sur vos ondes mais également au sein de vos stations. Soyez assurés que le gouvernement se tient à vos côtés pour vous apporter l'appui nécessaire à l'atteinte de vos objectifs.

Avec l'élargissement prochain des missions de l'aide publique aux médias, nous pourrions répondre avec encore plus d'efficacité à vos besoins, pour le bien-être de tous. Bonne célébration de la diversité qui enrichit pour que vive la Radio ! ■

Abidjan, Jeudi 13 février 2020
Je vous remercie.

FORUM
DU SÉNATFORUM DU SÉNAT
AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Thème:

La représentation des collectivités territoriales face
aux défis de la décentralisation.17 Février
18 2020à la Fondation FHB
de Yamoussoukro

Contacts : (+225) 09 72 50 60 / 07 84 19 29 / 09 53 02 89
www.forumdusenat.ci